

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2062

13 août 2015

SOMMAIRE

Aero Ré	98932	Lusignan S.A.	98934
AEW Europe Global Lux S.à.r.l.	98931	Lux Capital Management S.A.	98976
Alex Le Plâtrier - Façadier s.à r.l.	98932	Luxembourg Microfinance and Development Fund	98934
Almacantar Centre Point Investments S.à r.l.	98930	Megafin S.à r.l.	98938
Almacantar Centre Point S.à r.l.	98931	Millan Holding S.à.r.l.	98934
Almacantar Edgware S.à.r.l.	98937	Monde Euro Protection	98933
Alphard S.A.	98937	Monitchem Holdco 2 S.A.	98936
Am Haferstück S.A.	98932	MONTECARO S.A., société de gestion de pa- trimoine familial, "SPF"	98952
Ardagh Holdings S.A.	98931	Oquendo (SCA) SICAR	98931
BNP Paribas Leasing Solutions	98936	Orea International S.à.r.l.	98931
Btc Dos S.à r.l.	98935	Perfect Commerce S.A.	98934
Camping Buttek Schinker S.à r.l.	98949	Reba Investment Opportunities GP S.à r.l. ..	98952
Central America Trading	98935	Redpoint International S.à r.l.	98938
CEREP Benelux Students S.à r.l.	98935	Sainte-Maxime S.A.	98930
CLdN ro-ro S.A.	98932	Saint Hubert Investments S.à r.l.	98933
Codi S.A.	98951	Signet Luxembourg Holdings S.à r.l.	98930
Colonnade FW S.à r.l.	98935	Sogeco Participations Sarl	98933
Den Norske Forening i Luxembourg asbl	98939	Steel Grafton One S.à r.l.	98952
Dictame II S.A.	98938	St Pierre S.à r.l.	98930
Energen Global S.A.	98951	Swiftsure S.à r.l.	98933
Kensington UK Office (Epsom) S.à r.l.	98941	Sybil Holdings S.à r.l.	98930
Landia Invest S.A.	98976	Transtrend Fund Alliance	98936
LMVL S.A.	98937	York Global Finance 51 S.à r.l.	98937
LSREF3 Lagoon Luxembourg S.C.A.	98938		

Almacantar Centre Point Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 192.706.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015089312/9.
(150102415) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Sainte-Maxime S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1417 Luxembourg, 4, rue Dicks.
R.C.S. Luxembourg B 144.014.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015089862/10.
(150102214) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Sybil Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 115.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 183.968.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2015.
Référence de publication: 2015089877/10.
(150102154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Signet Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 146.366.

Les comptes annuels au 31 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 12 juin 2015.
Pour extrait conforme
Référence de publication: 2015089866/11.
(150102290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

St Pierre S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 100.715.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 11 juin 2015.
St Pierre S.à r.l.
Bernhard Heidrich
Gérant
Référence de publication: 2015089872/14.
(150102278) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Almacantar Centre Point S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 159.603.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089313/9.

(150102266) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Orea International S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1333 Luxembourg, 1, rue Chimay.

R.C.S. Luxembourg B 137.376.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2015089788/10.

(150102640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Oquendo (SCA) SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 129.290.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089795/10.

(150102506) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Ardagh Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 188.227.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015091743/12.

(150104117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

AEW Europe Global Lux S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 194.032.

Extrait des résolutions écrites de l'actionnaire unique du 19 juin 2015

En date du 19 juin 2015, l'actionnaire unique de la société a décidé ce qui suit:

- de nommer Raphaël BRAULT, né le 16 octobre 1973 à Châtillon (France), ayant son adresse professionnelle au 8-12 rue des Pirogues de Bercy, F-75012 Paris (France), en qualité de gérant de la Société pour une durée indéterminée avec effet au 19 juin 2015.

Référence de publication: 2015098008/13.

(150108172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Alex Le Plâtrier - Façadier s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 4, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 166.839.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089359/9.

(150102336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

CLdN ro-ro S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 103.758.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

M. Jadot / J. Adriaens

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015089460/11.

(150102630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Aero Ré, Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 31, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 51.757.

Extrait du procès-verbal du conseil d'administration du 27 mai 2015

Première résolution: Nomination d'un directeur

Le Conseil d'Administration décide à l'unanimité de coopter comme nouvel administrateur Monsieur Patrick BERGUES, demeurant professionnellement à D-85521 Ottobrun 1 Willy Messerschmitt Strasse, à effet du 28 mai 2015.

Son mandat prendra fin lors de la prochaine Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice 2014.

Signatures.

Référence de publication: 2015094075/13.

(150104319) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Am Haferstück S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 3, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 49.673.

Extrait des résolutions adoptées en date du 1^{er} juin 2015 lors de l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société

Administrateurs:

Les administrateurs décide de nommer comme nouvel Administrateur Monsieur Paul Feider, demeurant professionnellement au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg, pour un mandat qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2019.

Administrateur délégué:

Les administrateurs décide de nommer comme Administrateur délégué Monsieur Marc Giorgetti, demeurant professionnellement au 3, rue Jean Piret L-2350 Luxembourg, pour un mandat qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle qui se tiendra en 2019.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme et sincère

AM HAFERSTÜCK S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2015089373/21.

(150102901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Swiftsure S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: GBP 500.000,00.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 156.033.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015089875/9.

(150102184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Sogeco Participations Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 105.835.

Les comptes annuels, les comptes de Profits et Pertes ainsi que les Annexes de l'exercice clôturant au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

L'Organe de Gestion

Référence de publication: 2015089871/11.

(150102756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Saint Hubert Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 57.466.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Saint Hubert Investments S.à r.l.

Bernhard Heidrich

Gérant

Référence de publication: 2015089879/14.

(150102279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Monde Euro Protection, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.453.320,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 165.551.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 11 juin 2015 à 9.30 heures à Luxembourg

- Les mandats des Gérants et du Réviseur d'entreprises Agréé viennent à échéance à la présente assemblée.
- L'assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat de Gérants de Messieurs Frédéric DELORE, Koen LOZIE et de JALYNE S.A. représentée par Monsieur Jacques BONNIER.
- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de renouveler le mandat de MAZARS Luxembourg, Cabinet de révision agréé 10A, rue Henri M. Schnadt L - 2530 Luxembourg, Réviseur d'entreprises Agréé.
- Les mandats des Gérants et du Réviseur d'entreprises Agréé viendront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui approuvera les comptes au 31 décembre 2015.

Pour copie conforme

- / JALYNE S.A.

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2015092378/20.

(150103948) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Lusignan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 25, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 177.582.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015092308/10.

(150102925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Millan Holding S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 7.296.623,00.**

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 193.783.

Extrait des résolutions de l'associé unique en date du 8 juin 2015

L'associé unique de la Société a décidé comme suit:

- d'accepter la démission de Csaba Horvath de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 15 juin 2015.
Luxembourg, le 16 juin 2015.

Référence de publication: 2015092335/12.

(150103556) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Perfect Commerce S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 197.510.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration de la Société en date du 8 juin 2015

En date du 8 juin 2015, le conseil d'administration de la Société a pris la résolution suivante:

- de nommer Monsieur Olivier HAMOU, administrateur de catégorie B de la Société, en tant que président du conseil d'administration de la Société avec effet immédiat et ce jusqu'au terme de son mandat d'administrateur de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 juin 2015.

Perfect Commerce S.A.

Signature

Référence de publication: 2015098571/15.

(150108743) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Luxembourg Microfinance and Development Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.
R.C.S. Luxembourg B 148.826.

Le Conseil d'Administration de LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPMENT FUND a décidé lors de la réunion du 24 avril 2015 la cooptation de Monsieur Michel HAAS (Adresse professionnelle à 3, rue de la Congrégation, L-2931 Luxembourg) en qualité d'Administrateur de la Société, en remplacement de Monsieur Nima AHMADZADEH, démissionnaire en date du 5 février 2015 ainsi que la cooptation de Monsieur Manuel TONNAR (Adresse professionnelle à 6, rue de la Congrégation, L-1352 Luxembourg) en qualité d'Administrateur de la Société, en remplacement de Monsieur Richard PHILIPPART, démissionnaire en date du 14 avril 2015 et ce avec effet au 28 mai 2015 et jusqu'à la prochaine Assemblée Générale des Actionnaires.

Luxembourg, le 16 juin 2015.

Certifié sincère et conforme

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT, LUXEMBOURG

Référence de publication: 2015092312/17.

(150103721) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Btc Dos S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 8A, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 192.096.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 714 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015089415/9.
(150102559) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

CEREP Benelux Students S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 130.290.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 juin 2015.
Référence de publication: 2015089457/10.
(150102271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Central America Trading, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4751 Pétange, 165A, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 89.540.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015089456/10.
(150102707) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Colonnade FW S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 130.160.

1. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Barclays Private Equity European Fund III B, L.P. est désormais Equistone Partners Europe Fund III "B", L.P.
2. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Barclays Private Equity European Fund III A, L.P. est désormais Equistone Partners Europe Fund III "A", L.P.
3. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Barclays Private Equity European Fund III D, L.P. est désormais Equistone Partners Europe Fund III "D", L.P.
4. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Barclays Private Equity European Fund III E, L.P. est désormais Equistone Partners Europe Fund III "E", L.P.
5. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Barclays Private Equity European Fund III F, L.P. est désormais Equistone Partners Europe Fund III "F", L.P.
6. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Barclays Private Equity European Fund III G, L.P. est désormais Equistone Partners Europe Fund III "G", L.P.
7. Veuillez noter que le nouveau nom de l'associé Parallel Ventures Nominees n°2. est désormais Parallel Ventures Nominees n°2 Limited.

Luxembourg, le 15 juin 2015.
Pour avis sincère et conforme
Pour Colonnade FW S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015089426/25.
(150102799) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Monitchem Holdco 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 187.114.

—
Extrait des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société le 5 juin 2015

Il résulte des résolutions adoptées par le conseil d'administration de la Société du 5 juin 2015 que le siège social de la Société a été transféré du 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg avec effet au 8 juin 2015.

L'adresse professionnelle des administrateurs suivants, de la Société, n'est plus au 282, route de Longwy, L-1940 Luxembourg mais au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg avec effet au 8 juin 2015:

- Cédric Pedoni
- Eddy Perrier

Eddy Perrier
Administrateur

Référence de publication: 2015092342/17.

(150103226) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Transtrend Fund Alliance, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 97.101.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Annuelle en date du 15 mai 2015

En date du 15 mai 2015, l'Assemblée Générale Annuelle a décidé:

- de renouveler les mandats de Monsieur Mikan van Zanten, Monsieur Joep van den Broek, Monsieur Thomas Nummer et de Monsieur Hans Willem R. van Tuyll van Serooskerken en qualité d'Administrateurs jusqu'à la prochaine Assemblée Générale Ordinaire en 2016,
- de renouveler le mandat de KPMG Luxembourg, 39 avenue John F. Kennedy, 1855 Luxembourg, en qualité de Réviseur d'Entreprises agréé jusqu'à la prochaine Assemblée Générale en 2016.

Luxembourg, le 8 juin 2015.

Pour extrait sincère et conforme
Pour Transtrend Fund Alliance
Caceis Bank Luxembourg

Référence de publication: 2015089228/18.

(150101527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

BNP Paribas Leasing Solutions, Société Anonyme.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 16, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 105.096.

—
Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société anonyme BNP Paribas Leasing Solutions en date du 29 avril 2015

L'assemblée générale décide de remplacer la durée illimitée du mandat de Monsieur Didier Chappet par un mandat d'une durée de trois ans. Le mandat d'administrateur et donc d'administrateur-délégué de Monsieur Didier Chappet, demeurant professionnellement au 16 rue Edward Steichen à L-2540 Luxembourg, prendra fin à l'issue de la réunion de l'assemblée devant statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat, soit, sauf modification statutaire ou réglementaire, jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale annuelle ordinaire qui se réunira en 2018 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2015.

Peter Van Loon / Carlo Thill
Directeur / Président

Référence de publication: 2015089409/19.

(150102160) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Almacantar Edgware S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 193.224.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015089314/9.
(150102273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Alphard S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 88.726.

Par la présente, je vous transmets ma démission de ma fonction d'Administrateur de catégorie A de votre société avec effet immédiat.

Luxembourg, le 13 mars 2015.

Roberto CARBONETTI.

Référence de publication: 2015091734/10.

(150103272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

LMVL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 15-17, avenue Guillaume.
R.C.S. Luxembourg B 100.311.

La société LMVL SA (RCS B 100.311) décide de nommer la Fiduciaire Luxembourg Paris Genève Sàrl (RCS B 84.426) ayant son siège social à L-1651 Luxembourg, le 15-17, avenue Guillaume, comme dépositaire de ses actions au porteur en date du 7 mai 2015.

Jonathan BEGGIATO / Jean-Marc ASSA

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015094528/12.

(150104897) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

York Global Finance 51 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 52.000,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 148.093.

Extrait du procès-verbal des décisions prises par les associés de la Société en date du 28 mai 2015

En date du 28 mai 2015, les associés de la société York Global Finance 51 S. à r.l. ont décidé de nommer Monsieur Andrew Reid, né le 16 mai 1972 à Glasgow (Royaume-Uni), demeurant professionnellement au 26, boulevard Royal L-2449 Luxembourg, comme gérant de la Société pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance sera désormais composé de:

- Monsieur Andrew Reid;
- Monsieur Jorrit Crompvoets;
- Monsieur Christophe Aurand;
- Monsieur Christian Reyntjens;
- Monsieur John Fosina;
- Monsieur Ramon van Heusden;
- Luxembourg Corporation Company S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Jorrit Crompvoets

Mandataire

Référence de publication: 2015089280/23.

(150101608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2015.

Dictame II S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 15, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 142.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015089518/9.
(150102358) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Redpoint International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 183.749.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour REDPOINT INTERNATIONAL SARL

Signatures

Référence de publication: 2015089855/11.

(150102681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Megafin S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 55, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 149.284.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pétange, le 04 juin 2015.

Pour statuts coordonnés

Maître Jacques KESSELER

Notaire

Référence de publication: 2015094577/13.

(150104545) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

LSREF3 Lagoon Luxembourg S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.
R.C.S. Luxembourg B 175.490.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal des résolutions des actionnaires de la Société prises en date du 15 mai 2015 que:

- Ernst & Young SA, une société anonyme ayant son siège social au 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Münsbach, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 47771, a été nommé comme réviseur d'entreprise agréé de la Société pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 31 décembre 2015.

Conseil de gérance:

- M. Philippe Detournay, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, gérant.

- M. Philippe Jusseau, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, gérant.

- M. Patrick Steinhauser, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, gérant.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015089720/21.

(150102010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juin 2015.

Den Norske Forening i Luxembourg asbl, Association sans but lucratif.

Siège social: L-9090 Warken, 101A, rue de Weilscheid.

R.C.S. Luxembourg F 6.602.

— STATUTEN

Der Vorstand von "Den Norske Forening i Luxembourg asbl"

hat folgende Statuten - nachstehend "Statuten" genannt - für einen norwegischen Verein in Luxemburg ausgearbeitet.

Der Verein wird im Großherzogtum Luxemburg eingetragen, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 21. April 1928 "concernant les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique".

Art. 1. Name und Sitz. Der Verein trägt den Namen "Den Norske Forening i Luxembourg asbl". Der Verein hat seinen Sitz in der Gemeinde Ettelbrück.

Art. 2. Zweck. Der Zweck des Vereins besteht darin, die Interessen der Mitglieder betreffend norwegische Kultur, norwegische Sitten und Gebräuche zu fördern und wahrzunehmen sowie die Verbundenheit zwischen Personen mit direkter oder indirekter Anbindung an Norwegen zu stärken.

Der Verein ist neutral in politischen, religiösen und philosophischen Fragen.

Art. 3. Mitgliedschaft. Jede Person mit direkter oder indirekter Anbindung an Norwegen kann sich um eine Mitgliedschaft im Verein bewerben. Die Bewerbung wird dem Verein schriftlich unterbreitet, entweder mit e-Mail, normaler Briefpost oder über die Internetseite des Vereins.

Der Vorstand des Vereins entscheidet, ob eine Person Mitglied werden kann oder nicht.

Ehrenmitglieder werden vom Vorstand ernannt.

Es gibt verschiedene Arten von Mitgliedschaft: gewöhnliche Einzelmitgliedschaft, Familienmitgliedschaft und Ehrenmitgliedschaft.

Sowohl bei einer ordentlichen wie bei einer außerordentlichen Generalversammlung hat jedes Einzelmitglied eine Stimme und jedes Familienmitglied eine Stimme. Ehrenmitglieder haben kein Stimmrecht.

Bei einem Beitragsrückstand länger als 2 Monate nach Einforderungsdatum verfällt die Mitgliedschaft.

Mitglieder können ausgeschlossen werden, wenn eine Mehrheit des Vorstandes befindet, dass das Verhalten dieser Personen in ausschlaggebenden Fragen in Widerspruch zu Zweck und Ansehen des Vereins ist. Das ausgeschlossene Mitglied kann vor der nächsten ordentlichen Generalversammlung Berufung einlegen, und hat das Recht seinen Standpunkt vorzutragen und übrigens der Behandlung seines Falles bis zur Abstimmung beizuwohnen.

Art. 4. Generalversammlung. Die Generalversammlung ist die höchste Autorität des Vereins. Sie hat für folgende Bereiche beschlusskräftige Befugnis:

1. Änderungen der Statuten
2. Wahl oder Abwahl von Vorstandsmitgliedern
3. Wahl der Kassenrevisoren
4. Gutheißung der Kassenbilanz
5. Festlegung des Jahresbeitrages
6. Auflösung des Vereins.

Eine ordentliche Generalversammlung ist zulässig, wenn die Einberufung mit beiliegender Tagesordnung schriftlich mit einer Vorfrist von mindestens 3 Wochen geschieht. Die Generalversammlung wird von einem Mitglied des Vorstandes geleitet.

Die Abstimmung erfolgt durch Handaufheben, es sei denn mehr als 1/3 der anwesenden Mitglieder verlangen eine schriftliche Abstimmung. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit getätigt. Bei Stimmgleichheit verfällt der Vorschlag.

Der Bericht über die Generalversammlung wird ins Vereinsprotokoll aufgenommen. Auf Anfrage kann der Bericht an Vereinsmitglieder gesendet werden.

Ein Mitglied hat das Recht sich durch ein anderes Vereinsmitglied per Vollmacht vertreten zu lassen. Jedes stimmberechtigte Mitglied hat nur eine Stimme und kann nur eine Vollmacht für eine Stimme mitbringen. Die Vollmacht muss schriftlich ausgestellt sein.

Art. 5. Ordentliche Generalversammlung. Die ordentliche Generalversammlung findet im Laufe des ersten Quartals eines jeden Kalenderjahres statt.

Eventuelle Vorschläge unter Punkt 9 der Tagesordnung sollen schriftlich eingereicht werden und dem Präsidenten spätestens 12 Tage vor der Generalversammlung vorliegen.

Die Tagesordnung sieht wie folgt aus:

1. Eröffnung der Generalversammlung und Erfassung der Stimmberechtigten

2. Bericht über die Tätigkeit des Vereins
3. Rechenschaftsbericht der letztjährigen Finanzen
4. Kommentare des/der Revisoren
5. Billigung / Ablehnung des Rechenschaftsberichtes
6. Festlegung des Mitgliederbeitrages für das nächste Kalenderjahr
7. Wahl von Vorstandsmitgliedern
8. Wahl der Kassenrevisoren
9. Behandlung der eventuell vorliegenden Vorschlägen.

Art. 6. Außerordentliche Generalversammlung. Eine außerordentliche Generalversammlung findet statt, wenn der Vorstand dies für erforderlich hält oder wenn wenigstens 1/3 der stimmberechtigten Mitglieder diesen Wunsch schriftlich mit Tagesordnungsvorschlag vorlegen.

Eine außerordentliche Generalversammlung wird mit einer Vorfrist von wenigstens 14 Tagen einberufen, und wird spätestens einen Monat nach dem Begehren stattfinden.

Die außerordentliche Generalversammlung behandelt ausschließlich die Punkte, die auf der Tagesordnung aufgeführt sind.

Vollmachten können benutzt werden wie unter Artikel 4 der Statuten beschrieben.

Art. 7. Vorstand. Zum Vorstandsmitglied können nur jene Personen gewählt werden, die während wenigstens 1 Jahr stimmberechtigtes Mitglied sind.

Vorstandsmitglieder werden für eine Periode von 3 Jahren gewählt. Die Wahl eines Vorstandsmitgliedes geschieht mit einfacher Mehrheit. Eine Wiederwahl nach abgelaufener Mandatsperiode ist möglich.

Der Vorstand besteht aus - wenigstens fünf, höchstens elf - Mitgliedern. Der Vorstand soll einen Präsidenten, einen Vize-Präsidenten, einen Sekretär und einen Kassierer haben. Der Vorstand konstituiert sich selbst.

Sollte ein Vorstandsmitglied während seiner Mandatsperiode austreten, so kann der Vorstand mit 4 Mitgliedern bis zur nächsten ordentlichen Generalversammlung bestehen. Der Vorstand beschließt selbst seine Geschäftsordnung.

Der Präsident beruft die Vorstandssitzungen ein. Eine Vorstandssitzung findet auch statt, wenn 1/3 des Vorstandes dies wünscht. Eine solche Sitzung findet spätestens 8 Tage nach Entgegennahme dieses Ersuchens statt. Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mindestens 2/3 der Vorstandsmitglieder anwesend sind. Nur die anwesenden Vorstandsmitglieder sind stimmberechtigt.

Im Falle von Stimmgleichheit ist die Stimme des Präsidenten ausschlaggebend.

Der Vorstand kann für spezielle Projekte und/oder Veranstaltungen spezielle Arbeitsgruppen bestimmen.

Solche Arbeitsgruppen können stimmberechtigte Mitglieder und Personen außerhalb des Vereins umfassen.

Ein eventueller Etat wird vom Vorstand festgelegt. Die Arbeitsgruppe legt eine ausführliche Abrechnung für die Veranstaltung ab.

Der Vorstand hat weitestgehende Freiheit in Bezug auf Verwaltung und Leitung des Vereins.

Art. 8. Mitgliedsbeitrag, Abrechnung und Revision. Der jährliche Mitgliedsbeitrag wird von der ordentlichen Generalversammlung festgelegt. Einbezahlte Mitgliederbeiträge werden im Falle eines Austretens aus dem Verein nicht rückerstattet. Ehrenmitglieder sind nicht zu einem Beitrag verpflichtet.

Es soll Rechenschaft abgelegt werden über Einnahmen und Ausgaben des Vereins. Das Rechenschaftsjahr des Vereins ist das Kalenderjahr.

Kontraktabschlüsse und/oder andere schriftliche Verpflichtungen, welche 1000.- € (ein Tausend) oder mehr betragen können, müssen vom Vorstand gutgeheißen werden. Auszahlungen von 1000.- € (ein Tausend) oder mehr müssen vom Vorstand gutgeheißen werden.

Rückerstattung von Vorzahlungen geschieht gegen Vorlage gewöhnlicher Belege.

Ein überprüfter Jahresrechenschaftsbericht wird der Generalversammlung zur Gutheißung vorgelegt.

Sollte ein Revisor verhindert sein den Rechenschaftsbericht zu überprüfen, kann der andere Revisor alleine den Kas- senbericht gutheißen.

Die Revisoren werden jährlich gewählt. Ein Revisor darf nicht dem Vorstand angehören oder im selben Haushalt mit einem Vorstandsmitglied wohnen.

Art. 9. Statutenänderung. Zur Änderung der Statuten wird eine außerordentliche Generalversammlung einberufen, die in Verbindung mit der ordentlichen Generalversammlung abgehalten werden kann. Die vorgeschlagenen Änderungen werden der Einladung zu der außerordentlichen Generalversammlung beigelegt. Eine Statutenänderung ist gutgeheißen, wenn 1/3 der Mitglieder bei der Abstimmung anwesend sind und 2/3 der anwesenden Mitglieder für den Vorschlag stimmen.

Sollten bei der ersten Generalversammlung keine 1/3 der stimmberechtigten Mitglieder anwesend sein, wird eine neue Generalversammlung einberufen, die beschlussfähig sein wird unabhängig der Anzahl anwesender Mitglieder und wenn der vorgebrachte Vorschlag eine 2/3 Mehrheit bekommt.

Art. 10. Kommunikation. Die Kommunikation zu den Mitgliedern des Vereins geschieht in größtmöglichem Ausmaß per e-Mail.

Wenn gewünscht können Mitglieder auf Anfrage mit gewöhnlicher Briefpost informiert werden.

Sowohl die ordentliche wie auch die außerordentliche Generalversammlung kann schriftlich abgehalten werden, per Briefpost und/oder e-Mail, wie vom Vorstand bestimmt.

Art. 11. Auflösung. Der Verein kann aufgelöst werden, wenn wenigstens 2/3 der stimmberechtigten Mitglieder bei einer speziell zu diesem Punkt einberufenen außerordentlichen Generalversammlung anwesend sind und 2/3 dieser Mitglieder dem Vorschlag zustimmen. Ist die erforderliche Anzahl der Mitglieder nicht anwesend, wird der Vorschlag in einer erneuten außerordentlichen Generalversammlung behandelt werden, die spätestens 3 Wochen nach der ersten einberufen wird. Diese nachfolgende Generalversammlung ist beschlussfähig unabhängig von der Anzahl anwesender stimmberechtigter Mitglieder und wenn der Vorschlag wenigstens eine 2/3 Mehrheit bekommt.

Bei einer eventuellen Auflösung wird das Vereinsvermögen einer wohltätigen Organisation zugeführt. Der Vorstand bestimmt, welcher oder welchen Organisationen das Vereinsvermögen überwiesen wird.

Von der außerordentlichen Generalversammlung in Luxemburg gutgeheißen am 16. Jan. 2015.

T. Dambakken / T. Myrland / T. Refsdal / E. Rollmann / R. Simonsen / F. Schmit / R. Wangsmo /
A-L. Zahl-Sørensen / A-K. Øvreeide.

Référence de publication: 2015094229/128.

(150105141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Kensington UK Office (Epsom) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.679.

—
STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the fifth day of the month of June.

Before Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Kensington UK Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Maître Ségolène Le Marec, maître en droit professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company “Kensington UK Office (Epsom) S.à r.l.” (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Kensington UK Office (Epsom) S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees (including up-stream and side-stream guarantees), grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in

connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at fifteen thousand Pounds Sterling (GBP 15,000) represented by seven hundred fifty (750) shares with a nominal value of twenty Pounds Sterling (GBP 20) each.

The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives

of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first

written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Transitory disposition

The first accounting year shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2015.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up in cash the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price
Kensington UK Holdco S.à r.l.	750	GBP 15,000
Total	750	GBP 15,000

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg.
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 8 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 195.140.

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am fünften Tag des Monats Juni,

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, ist erschienen,

Kensington UK Holdco S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg, deren Gesellschaftskapital fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000) beträgt, und die dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Maître Ségolène Le Marec, maître en droit, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Kensington UK Office (Epsom) S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Kensington UK Office (Epsom) S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben (einschließlich up-stream als auch side-stream Bürgschaften), Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf fünfzehntausend Pfund Sterling (GBP 15.000), eingeteilt in siebenhundertfünfzig (750) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je zwanzig Pfund Sterling (GBP 20).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Geschäftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Geschäftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Geschäftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2015 enden.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Geschäftskapital wie folgt in bar eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis
Kensington UK Holdco S.à r.l.	750	GBP 15.000
Summe	750	GBP 15.000

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Ausserordentliche Beschlüsse des Gesellschaftern

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:

- BRE/Management 8 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 195.140.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: S. LE MAREC, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 09 juin 2015. Relation: 1LAC/2015/17893. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 16. Juni 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015092241/451.

(150104106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Camping Buttek Schinker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4381 Ehlerange, 42, rue de Mondercange.

R.C.S. Luxembourg B 197.693.

— STATUTS

L'an deux mille quinze,
le dix juin.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
ont comparu:

1) Monsieur Nico SCHINKER, vendeur-magasinier, né à Esch-sur-Alzette, le 09 juin 1987, demeurant au 42, rue de Mondercange, L-4381 Ehlerange; et

2) Madame Tessy VENANZI, employée administratif et commercial, née à Esch-sur-Alzette, le 11 novembre 1988, demeurant au 42, rue de Mondercange, L-4381 Ehlerange.

Lesquelles personnes comparantes, ici personnellement présentes, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société à responsabilité limitée qu'elles déclarent constituer par les présentes et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente une société à responsabilité limitée luxembourgeoise qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société a pour objet le commerce en général de matériels pour camping et camping-car et caravane, de matériels de pêches, outdoor sports, d'équipements d'aventure, de loisirs («Wandersaachen»), de matériels de bateaux, de matériels de plongée, natation et vêtements, la vente des camping-cars ou caravanes et voitures/ motos/bateaux, ainsi que la possibilité de vente de tous ces articles aux foires, braderies, expositions et aux marchés.

En outre, la société pourra encore participer à l'organisation de manifestations de tous genres et organiser, pour son propre compte, des journées d'exposition et de porte ouverte.

D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. La société est établie pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société prend la dénomination de «CAMPING BUTTEK SCHINKER S.à r.l.», société à responsabilité limitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la commune de Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale des associés. Le/les gérant(s) peut/pourront transférer le siège social à l'intérieur de la commune.

La société peut ouvrir des agences ou succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Monsieur Nico SCHINKER, prénommé, quatre-vingts parts sociales	80
2) Madame Tessy VENANZI, prénommée, vingt parts sociales	20
TOTAL: cent parts sociales	100

Toutes les parts sociales ainsi souscrites ont été intégralement libérées par des versements en numéraire à un compte bancaire au nom de la société, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant le même agrément.

Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sociales sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans les 30 (trente) jours à partir de la date de refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts sociales est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés, voire de l'associé unique, ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et gérance

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Vis-à-vis des tiers la société est engagée en toutes circonstances par la signature individuelle du gérant unique ou lorsqu'ils sont plusieurs, par la signature conjointe de deux gérants, sauf dispositions contraires fixées par l'assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts qui lui appartiennent; chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède. Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les modifications des statuts doivent être décidées à la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. Néanmoins le changement de nationalité de la société requiert l'unanimité des voix des associés.

Art. 13. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par celui-ci.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui en fixeront les pouvoirs et émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui même pour se terminer le 31 décembre 2015.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution sont évalués à huit cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1.- Le siège social de la société est établi au 42, rue de Mondercange, L-4381 Ehlerange, Grand-Duché de Luxembourg.

2.- Est nommée gérante unique de la société pour une durée indéterminée:

Madame Tessy VENANZI, employée administratif et commercial, née à Esch-sur-Alzette, le 11 novembre 1988, demeurant au 42, rue de Mondercange, L-4381 Ehlerange.

Vis-à-vis des tiers, et en conformité avec l'article DIX (10) des statuts de la société, ladite société se trouve valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature de la gérante unique.

Remarque

Avant la clôture des présentes, le notaire instrumentant a attiré l'attention des parties constituantes sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises pour exercer les activités plus amplement décrites comme objet social à l'article deux des présents statuts.

Dont acte, fait et passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée par le notaire instrumentant, les personnes comparantes, agissant ès-dites qualités, ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: N. SCHINKER, T. VENANZI, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., 12 juin 2015. Relation: EAC/2015/13456. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015094191/113.

(150104553) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Codi S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7323 Steinsel, 17, Montée Haute.

R.C.S. Luxembourg B 99.703.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015091949/10.

(150103159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Energen Global S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 300.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 55-57, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 174.467.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Energen Global S.A.

Signature

Référence de publication: 2015095140/12.

(150105644) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2015.

Reba Investment Opportunities GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 5, allée Scheffer.
R.C.S. Luxembourg B 182.312.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Reba Investment Opportunities GP S.à.r.l.
CACEIS BANK LUXEMBOURG

Référence de publication: 2015096992/11.

(150107380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 juin 2015.

MONTECARO S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 44.266.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration du 21 mai 2015

Conformément à l'article 51, al. 6 de la loi fondamentale sur les sociétés commerciales, les administrateurs restants procèdent à la nomination, par voie de cooptation, de Madame Tazia BENAMEUR, née le 09/11/1969 à Mohammadia (Algérie), domiciliée professionnellement au 3, avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, au titre d'administrateur en remplacement de Monsieur Norbert SCHMITZ, administrateur démissionnaire.

Cette nomination sera soumise pour ratification à la prochaine assemblée générale.

Pour la société

MONTECARO S.A., société de gestion de patrimoine familial, «SPF»

Référence de publication: 2015099799/16.

(150109011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Steel Grafton One S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.259.250,00.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 22, Grand Rue.
R.C.S. Luxembourg B 187.382.

Dépot rectificatif du dépôt L 140138793, ou dans la réquisition la dénomination est mal orthographiée

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fourth day of the month of July,
Before us Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Steel Grafton S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 185.448, having its registered office at 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500;-),

here represented by Flora Gibert, juriste, professionally residing in Luxembourg, by a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of the private limited liability company (société à responsabilité limitée), existing under the name of Steel Grafton One S.à r.l. (the "Company"), with registered office at 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under registration number B 187.382, having a share capital of five million twenty-one thousand one hundred euros (EUR 5,021,100.-) incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, dated 23 May 2014, in the process of being published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. The share capital of the Company is fixed at five million twenty-one thousand one hundred euros (EUR 5,021,100.-), represented by five million twenty-one thousand one hundred (5,021,100) shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each, all entirely subscribed and fully paid in.

III. The agenda is worded as follows:

1. Increase of the share capital of the Company by an amount of two million two hundred and thirty-eight thousand one hundred and fifty euros (EUR 2,238,150.-) so as to bring it from its current amount of five million twenty-one thousand one hundred euros (EUR 5,021,100.-) to seven million two hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty euros (EUR 7,259,250.-), by the creation and the issue of two million two hundred and thirty-eight thousand one hundred and fifty (2,238,150) new shares with a par value of one euro (EUR 1.-) each;

2. Subscription of four hundred and seventy-eight thousand nine hundred (478,900) of the newly issued shares by the Sole Shareholder and paying up for these shares by a contribution in cash of four hundred and seventy-eight thousand nine hundred euros (EUR 478,900.-);

3. Subscription of one million seven hundred and fifty-nine thousand two hundred fifty (1,759,250) of the newly issued shares by KKH Capital Group S.à r.l. and paying up for these shares by a contribution in kind;

4. Amendment of article 4 of the articles of incorporation of the Company (the “Articles”) in order to reflect the change of the Company's name;

5. Amendment of article 2 of the Articles in order to reflect the change of the Company's purpose;

6. Amendment and full restatement of the Articles;

7. Appointment of the managers of the Company;

8. Appointment of the auditor of the Company; and

9. Miscellaneous.

The Sole Shareholder then passed the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of two million two hundred and thirty-eight thousand one hundred and fifty euros (EUR 2,238,150.-) in order to bring it from its present amount of five million twenty-one thousand one hundred euros (EUR 5,021,100.-) to the amount of seven million two hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty euros (EUR 7,259,250.-), and to create and issue in this respect two million two hundred and thirty-eight thousand one hundred and fifty (2,238,150) new shares having a par value of one euro (EUR 1.-) each.

Second resolution

Four hundred and seventy-eight thousand nine hundred (478,900) newly issued shares of the Company are subscribed by the Sole Shareholder, represented as stated above and fully paid-up by a contribution in cash, so that the amount of four hundred and seventy-eight thousand nine hundred euros (EUR 478,900.-) is from now on at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary by a bank certificate, that states it expressly.

Third resolution

One million seven hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty (1,759,250) newly issued shares are subscribed by KKH Capital Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, Avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.988, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) (the “New Shareholder”).

Subscription and Payment

Thereupon, the New Shareholder

here represented by Flora Gibert, juriste, professionally residing in Luxembourg, by a proxy given under private seal, declares to subscribe to one million seven hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty (1,759,250) newly issued shares of the Company with a par value of one euro (EUR 1.-) each, and to fully pay up the shares by way of contribution in kind consisting of ten per cent (10%) of a receivable held by the New Shareholder against the Company for an amount of seventeen million five hundred and ninety-two thousand five hundred and five euros (EUR 17,592,505), thus a contribution in kind having a value of one million seven hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty euros (EUR 1,759,250.-).

Said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The proof of the existence and the value of the above mentioned contribution in kind have been produced to the undersigned notary.

Then, the New Shareholder, aforementioned, joins the general meeting of shareholders of the Company and resolves together with the other shareholder, previously named (hereinafter, the “Shareholders”) on the subsequent items of the agenda.

Fourth resolution

The Shareholders resolve to amend article 4 of the Articles in order to reflect the change of the Company's name which shall read as follows:

" **Art. 4.** The Company will assume the name of KKH Property Investors S.à r.l."

Fifth resolution

The Shareholders resolve to amend the purpose of the Company and to amend article 2 of the Articles which shall henceforth read as follows:

" **Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

The Company may also provide, exclusively to entities, in which it holds a direct or indirect interest or right or in which the Company has invested in any other manner and which forms part of the same group of entities as the Company, strategic consulting services, such as services to the SPVs relating to proposals in connection with extraordinary asset management initiatives in connection with the Projects or the SPVs, financing of the Projects (including potential debt restructuring once a particular Project has been consummated) and partial or whole dispositions of the Projects."

Sixth resolution

The Shareholders decide to fully restate the Articles which shall henceforth read as follows:

A. Definitions

100% Shares Sale	has the meaning set forth in article 15 of the Articles;
100% Shares Sale Offer	has the meaning set forth in article 15 of the Articles;
Affiliate	means with respect to each Shareholder, any other individual, partnership, corporation, limited liability company, trust, joint stock company, association, joint venture, real estate fund or any other entity or organization, directly or indirectly (i.e. through any other directly or indirectly controlled person) controlling, controlled by, or under common control with, the Shareholders;
Articles	Company, as may be amended from time to time;
BoM Deadlock Matters	has the meaning set forth in article 23 of the Articles;
Business Day	means a day on which commercial banking institutions in the cities of Luxembourg, Madrid and Barcelona (Spain) and in the city of London (UK) are open for the transaction of business;
Catedral Project	means a project to be developed in Barcelona (Spain) consisting on the refurbishment of an office building;
Catedral Project SPV	means Barcelona HTL Project, S.L. Unipersonal, a private limited liability company (sociedad de responsabilidad limitada) validly incorporated under the laws of the Kingdom of Spain, with registered office in Barcelona (Spain), at Avenida Diagonal nº 640, 5ºB, 08017 and tax identification number B- 66,150,426;
Consulting Agreement	means the consulting agreement entered into by and between the Company and the Consulting Company;
Consulting Company	means JMF Consulting Limited, a private limited liability company validly incorporated under the laws of the United Kingdom, with registered office in 57-59 Beak Street, London, England, W1F 9SJ, with company number 09128783;
Deadlock Event	has the meaning set forth in article 29 of the Articles;
Deadlock Notice	has the meaning set forth in article 29 of the Articles;
Deadlock Procedure	has the meaning set forth in article 29 of the Articles;
Drag-along Notice	has the meaning set forth in article 15 of the Articles;
Drag-along Right	has the meaning set forth in article 15 of the Articles;
Dutch SPV	means Steel Grafton B.V., a company validly incorporated under the laws of the Netherlands, with registered office at De Boelelaan 7, 1083 HJ, Amsterdam (the Netherlands) and registered with the Dutch trade and companies register under number 60,814,209;

General Business SPV	means KKH General Business, S.L. Unipersonal, a private limited liability company (sociedad de responsabilidad limitada) validly incorporated under the laws of the Kingdom of Spain, with registered office in Barcelona (Spain), at Avenida Diagonal nº640, 5ºB, 08017 and tax identification number B- 86.969.870, wholly-owned by the Dutch SPV and acquired for general business purposes and early stage origination of Other Future Projects;
GSM Deadlock Resolution	has the meaning set forth in article 27 of the Articles;
Ibiza Project	means a project to be developed in Ibiza (Spain), consisting on the demolition of a leisure and retail building;
Ibiza Project SPV	means Ibiza Real Estate Project, S.L. Unipersonal, a private limited liability company (sociedad de responsabilidad limitada) validly incorporated under the laws of the Kingdom of Spain, with registered office in Barcelona Spain, at Avenida Diagonal nº640, 5ºB, 08017, with tax identification number B- 66,073,404;
Initial Projects	means Cathedral Project and and Ibiza Project,
Initial Project SPV	means Cathedral Project SPV and Ibiza Project SPV;
ISLs	means any income sharing loan agreement which may be entered into from time to time between the Shareholders and the Company;
JMF Holding	means KKH Capital Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) validly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 22, avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.186988, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500;-);
JMF Holding FMV	has the meaning set forth in article 29 of the Articles;
JMF Holding's Lock-up Period	has the meaning set forth in article 9 of the Articles;
Non-Selling Shareholder	means, as opposed to the Selling Shareholder, the Shareholder who is not involved in a transfer of all or part of its Stake to a Third Party Purchaser or to an Affiliate;
Offered Shares	has the meaning set forth in article 10 of the Articles;
Offered Shares Offer	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
Other Future Projects	means any other future projects agreed on by the Shareholders;
Permitted Transferee	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
PG111 SPV	means PG111 Project, S.L. Unipersonal, a private limited liability company (sociedad de responsabilidad limitada) validly incorporated under the laws of Spain, with tax identification number B-86,969,896;
Pre-emption Right	has the meaning set forth in article 15 of the Articles;
Projects	means the Initial Projects and Other Future Projects;
Reserved Matters GMS	has the meaning set forth in article 27 of the Articles;
Reserved Matters of the Board of Managers	has the meaning set forth in article 23 of the Articles;
Right of First Refusal	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
Right of First Refusal Exercise Notice	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
Sale Window Period	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
Second Stake Transfer Notice	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
Selling Shareholder	means the shareholder involved in a transfer of all of part of its Stake to a Third Party Purchaser or to an Affiliate;
Servicing Company	means KKH Group Servicing, S.L. Unipersonal, a private limited liability company (sociedad de responsabilidad limitada) validly incorporated under the laws of the Kingdom of Spain, with registered office in Barcelona (Spain), at Avenida Diagonal nº640, 5ºB, 08017 and tax identification number B- 86.959.749, a wholly-owned subsidiary of the Dutch SPV, acquired for the purposes of rendering certain services to the SPVs, the General Business SPV and the Consulting Company;
Shareholder(s)	means JMF Holding and Steel, and any future shareholder of the Company, who are jointly referred to as the "Shareholders" and each of them as the "Shareholder";
SPVs	means the Initial Project SPVs, together with the PG111 SPV and any other special purpose vehicle created or acquired to develop any Other Future Projects;
Stake	means the shares in the Company's share capital held by each Shareholder from time to time;
Stake Transfer Notice	has the meaning set forth in article 10 of the Articles;

Steel	means Steel Grafton S.à r.l., a private limited liability company validly incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 22, Grand-Rue, 3 rd floor, L-1660, Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B.185448, having a share capital of twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-);
Tag-along Right	has the meaning set forth in article 12 of the Articles;
Tag-along Right Exercise Notice	has the meaning set forth in article 12 of the Articles;
Third Party Purchaser	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;
Third Party Purchaser Offer	has the meaning set forth in article 11 of the Articles;

B. Purpose - Duration - Name - Registered office

Art. 1. There is hereby established among the current owner of the shares created hereafter and all those who may become shareholders in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the «Company») which shall be governed by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of association.

Art. 2. The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may, except by way of public offering, raise funds especially through borrowing in any form or by issuing any kind of notes, securities or debt instruments, bonds and debentures and generally issue securities of any type.

The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

The Company may also provide, exclusively to entities, in which it holds a direct or indirect interest or right or in which the Company has invested in any other manner and which forms part of the same group of entities as the Company, strategic consulting services, such as services to the SPVs relating to proposals in connection with extraordinary asset management initiatives in connection with the Projects or the SPVs, financing of the Projects (including potential debt restructuring once a particular Project has been consummated) and partial or whole dispositions of the Projects.

Art. 3. The Company is incorporated for an unlimited period.

Art. 4. The Company will assume the name of KKH Property Investors S.à r.l.

Art. 5. The registered office of the Company is established in Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the board of managers. It may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by mean of a resolution of a general meeting of its shareholders. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad.

C. Share capital - Shares

Art. 6. The Company's share capital is set at seven million two hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty euros (EUR 7,259,250.-) represented by seven million two hundred and fifty-nine thousand two hundred and fifty (7,259,250) shares having a par value of one Euro (EUR 1.-) each.

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

Art. 7. The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted by the affirmative vote of 100% of voting rights attached to the shares of the Company, except as provided in article 27 of the Articles.

Art. 8. The shares are indivisible vis-à-vis the Company which will recognize only one holder per share. The joint owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

Art. 9. For the purpose of article 10 below, JMF Holding shall not be able to transfer, sell or otherwise dispose of any of its shares in the Company for a period of five (5) years after the acquisition of the Initial Project SPVs, unless (i) so is expressly consented by Steel; or (ii) such transfer is done to an Affiliate of JMF Holding in accordance with article 13 below (the "JMF Holding's Lock-up Period"). From the sixth anniversary of the acquisition of the Initial Project SPVs by the Company, any transfer of shares of the Company by JMF Holding shall be subject to the transfer rules set out in articles 10, 11, 12 and in particular article 11 paragraph 6 below.

Art. 10. Each Shareholder shall have the right to transfer any or all of its Stake (either owned by it or by any Affiliate in accordance with any agreement regarding the financing policy of the Company entered into by and between the Share-

holders from time to time and article 13 of the Articles) to third parties, subject to compliance with the transfer rules set out below, in the case of JMF Holding, after the elapse of the JMF Holding Lock-up Period.

The Selling Shareholder wishing to transfer all or part of its Stake shall furnish a notice to the board of managers of the Company and to the Non-Selling Shareholder informing of its intention to sell and specifying the number of shares it intends to transfer and the price it intends to obtain (the “Offered Shares” and the “Stake Transfer Notice”, respectively).

Art. 11. The Non-Selling Shareholder shall have twenty (20) Business Days from the date of receipt of the Stake Transfer Notice to communicate in writing to the Selling Shareholder and to the board of managers of the Company (a) its interest to acquire the Offered Shares and (b) the price to acquire the Offered Shares (the “Right of First Refusal”, the “Offered Shares Offer” and the “Right of First Refusal Exercise Notice”, respectively).

If the Selling Shareholder accepts the Offered Shares Offer, then, both Shareholders shall consummate the sale as soon as reasonably practical but in any event within thirty (30) Business Days after the receipt of the Right of First Refusal Exercise Notice by the Selling Shareholder. The Shareholders shall take all actions necessary or desirable to give effect to such transfer within the specified timeframe. In this case, no representations and warranties will be provided by the Selling Shareholder to the Non-Selling Shareholder in the purchase agreement other than title to the Offered Shares, the fact that the Offered Shares are free and clear of any liens and encumbrances (other than those set out in the Articles with respect to the restrictions to free transfer of the shares or, in case that the Selling Shareholder is Steel, the in rem rights to be created over the Stake of Steel in the Company pursuant to any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time, and in the case that the Selling Shareholder is JMF Holding, the in rem rights to be created over the Stake of JMF Holding in the Company pursuant to any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time) and the authority of the representative of the Selling Shareholder to execute the purchase agreement.

If (a) the Non-Selling Shareholder notifies the Selling Shareholder that it does not intend to exercise its Right of First Refusal (or no Right of First Refusal Exercise Notice is delivered within twenty (20) Business Days established thereof), or (b) following delivery of the Right of First Refusal Exercise Notice, the transaction is not consummated within the requisite thirty (30) Business Day period due to reasons attributable to the Non-Selling Shareholder, or (c) the Selling Shareholder rejects the Offered Shares Offer, then the Selling Shareholder shall have up to 90 (ninety) Business Days (the “Sale Window Period”) as from (i) the date on which the Non-Selling Shareholder communicated to the Selling Shareholder its intention not to exercise its Right of First Refusal; (ii) the elapse of the twenty (20) Business Day period to exercise the Right of First Refusal without the Non-Selling Shareholder having exercised it; (iii) the expiration of the thirty (30) Business Day period to consummate the transfer without the transfer taking place; or (iv) the date on which the Selling Shareholder rejected the Offered Shares Offer as the case may be, to obtain a binding offer from a third party (the “Third Party Purchaser” and the “Third Party Purchaser Offer”) for the same number of shares.

If the Selling Shareholder obtains a Third Party Purchaser Offer within the Sale Window Period, the Selling Shareholder shall notify the board of managers of the Company and the Non-Selling Shareholder (the “Second Stake Transfer Notice”) of the receipt and terms and conditions of such Third Party Purchaser Offer.

If the Third Party Purchaser is considered a permitted transferee in accordance with any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time (the “Permitted Transferee”), and provided that in the case of (iv) above, the Third Party Purchaser Offer is higher than the Offered Shares Offer, the Non-Selling Shareholder shall approve the relevant Third Party Purchaser and the Selling Shareholder shall be entitled to transfer the Offered Shares to the Third Party Purchaser in accordance with the Third Party Purchaser Offer.

Without prejudice to the above, the Company's shares are freely transferable among shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. In the event of death, the shares of the deceased shareholder may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the other shareholders in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

If the Third Party Purchaser is not a Permitted Transferee, the Selling Shareholder shall obtain approval from the Non-Selling Shareholder to consummate the sale to the Third Party Purchaser (and such approval shall not be unreasonably withheld by the Non-Selling Shareholder). Such approval shall be deemed to have been granted by the Non-Selling Shareholder after the elapse of the ten (10) Business Day period without the Non-Selling Shareholder having reasonably denied such express approval. Upon receipt of the approval from the Non-Selling Shareholder or after the elapse of the ten (10) Business Day period without receiving a reasonable denial, the Selling Shareholder shall be entitled to sell the Offered Shares to the Third Party Purchaser in accordance with the Third Party Purchase Offer.

If the Selling Shareholder does not obtain such Third Party Purchaser Offer within the Sale Window Period, the Selling Shareholder shall not be allowed to transfer the Offered Shares and shall not be entitled to propose to transfer all or part of its Stake again for a period of six (6) months from the date on which the Sale Window Period expires.

Art. 12. Subject to article 11, the Selling Shareholder shall be free to transfer the Offered Shares on the terms and conditions set out in the Second Stake Transfer Notice, subject to the provision of the Tag-along Right.

The Non-Selling Shareholder shall have a ten (10) Business Day period as from the date on which it received the Second Stake Transfer Notice to exercise its tag along right under the same terms and conditions as the ones set in the Second Stake

Transfer Notice and in respect of a number of shares of the Non-Selling Shareholder pro-rata to the percentage of shares to be transferred by the Selling Shareholder to the Third Party Purchaser (the “Tag-along Right”). The Tag-along Right shall be exercised by means of the relevant notice to be sent to the Selling Shareholder and the board of managers (the “Tag-along Right Exercise Notice”).

The Third Party Purchaser shall be obliged to acquire the shares offered by the Non-Selling Shareholder pursuant to its Tag-along Right.

Failure to send such Tag-along Right Exercise Notice during the relevant ten (10) Business Day period shall be considered as a waiver of the Tag-along Right.

If the Non-Selling Shareholder (a) notifies the Selling Shareholder that it does not wish to exercise its Tag-along Right; or (b) is considered to have not exercised its Tag-along Right; the Selling Shareholder may sell the Offered Shares to the Third Party Purchaser on the same terms and conditions established in the Second Stake Transfer Notice, within ninety (90) Business Days as from (a) the date on which the Non-Selling Shareholder communicated to the Selling Shareholder its intention not to exercise its Tag-along Right; or (b) the elapse of the ten (10) Business Day period to exercise the Tag-along Right.

Art. 13. For structuring purposes, and subject to article 11 paragraph 6, each Shareholder shall have the right to transfer all or part of its Stake in the Company to an Affiliate of the relevant Shareholder and without the Non-Selling Shareholder having a Right of First Refusal and a Tag-along Right over the relevant Stake being transferred, provided that the Selling Shareholder delivers a notice to the board of managers and the Non-Selling Shareholder informing about this purported transfer; and subject to satisfactory completion by the Non-Selling Shareholder and by the Company of a Know Your Customer process, which shall be completed within a period of ten (10) Business Days from receipt of the notice subject to sufficient information having been provided. Any costs and expenses (including but not limited to taxes) arising from a transfer of shares in the Company to an Affiliate shall be borne by the Shareholder implementing the transfer.

Art. 14. A buy-back provision shall apply in case the transferee ceases to be an Affiliate. In this case, the Shareholder that transferred the relevant Stake shall cause such former Affiliate to immediately transfer to such Shareholder or to any Affiliate of such Shareholder (or in the case such Shareholder had ceased to exist, to a company, individual, partnership or otherwise that (a) was considered an Affiliate of such extinguished Shareholder at the time the first transfer to the Affiliate was carried out; and (b) would still be considered as Affiliate if such Shareholder had not extinguished) such relevant Stake within five (5) Business Days following the date on which the Affiliate has ceased to be an Affiliate of such Shareholder and, until such further transfer has occurred all of the voting and economic rights with respect to the relevant Stake transferred shall be suspended.

Art. 15. In the event that Steel received a binding offer to purchase one hundred per cent (100%) of the shares in the Company (including, for the avoidance of doubt, within the Sale Window Period) from a bona fide third party (the “100% Shares Sale Offer” or “100% Shares Sale”), Steel shall have the right to request JMF Holding (and any JMF Affiliate in accordance with any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time) to sell all of their shares to such Third Party Purchaser, under the same terms and conditions and at the same price as stated in the 100% Shares Sale Offer (the “Drag-along Right”), (a) provided that JMF Holding will only be obliged to sell if the payment of their shares is made in cash in immediately available funds; and (b) provided further that the price payable to them in consideration for its Stake is at least equal - pro rata - to their fair market value of the equity of the Company, which in case of disagreement shall be determined in accordance with the provisions of any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time. To these effects, Steel shall notify JMF Holding and the board of managers of the Company within ten (10) Business Days after the date on which Steel receives the 100% Shares Sale Offer indicating: (i) that JMF Holding is required to participate in the 100% Shares Sale with the Third Party Purchaser; (ii) the identity of the Third Party Purchaser; (iii) the purchase price for the 100% Shares Sale; (iv) the main terms and conditions for the 100% Shares Sale; and (v) the proposed date, time and location for the execution of such operation, which shall be no earlier than thirty-one (31) Business Days and no later than one hundred (100) Business Days from the date of such notice (the “Drag-along Notice”).

JMF Holding shall have a pre-emption right (the “Pre-emption Right”) to acquire the entire Stake of Steel in the same terms of the Drag-along Notice to be exercised within twenty (20) Business Days as from the date on which Steel sends the Drag-along Notice, by means of the relevant notice to be sent to the board of managers of the Company and Steel. Failure by JMF Holding to send such notice during the relevant twenty (20) Business Day period shall be considered as a waiver of the Pre-emption Right.

If Steel exercises its Drag-along Right and JMF Holding does not exercise its Preemption Right (or if JMF Holding exercises its Pre-emption Right but the transfer of the Stake of Steel is not consummated for reasons attributable to JMF Holding within thirty (30) Business Day following the date of exercise of the Pre-emption Right), then JMF Holding shall (a) consummate the transfer of shares, as provided for by any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time, to Third Party Purchaser at the date, time and location described in the Drag-along Notice; (b) execute the applicable purchase agreement; and (c) make or provide, in proportion to their Stake, the same representations, warranties, covenants, indemnities and agreements as Steel makes or provides in connection with the transfer of its Stake to the Third Party Purchaser.

Each Shareholder shall take actions as may be reasonably necessary or convenient to consummate the 100% Shares Sale including, without limitation, entering into agreements and granting public instruments and consents as may be deemed necessary or appropriate.

Failure to consummate said transfer when such failure can be attributed to the Third Party Purchaser shall not be considered as a failure on the part of Steel.

The Right of First Refusal and the Tag-along Right referred to in articles 11 and 12 above, will not be applicable if Steel receives a 100% Shares Sale Offer.

Art. 16. In addition to the provisions of articles 9 to 17, any transfer of shares of the Company by either Shareholder shall also be subject to the following limitations:

(i) No transferee of shares of the Company shall have the rights of a Shareholder unless and until the transferee, as of the effective date of the transfer, has committed in writing to assume and be bound by any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time to the same extent as the transferring Shareholder. In particular, no transferee acquiring shares of the Company from JMF Holding shall have the rights of a Shareholder until it grants a pledge as required pursuant to any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time.

(ii) No transfer of shares to Affiliates shall be considered to be valid until: the transferee adheres to any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time by executing an instrument of adherence as the case may be. Until such adherence is done and to the extent the transfer is for the entire Stake of a Shareholder, the transferor shall continue to be bound by the terms of any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time.

(iii) Neither Shareholder, without the consent of the other Shareholder, shall make a transfer that violates any law, or result in the cancellation of any permits, licenses, or other similar authorization or for which the consent of any third party lender providing financing was required.

Art. 17. Any costs or expenses arisen in connection with the transfer of all or part of its Stake (a) to a Third Party Purchaser, in case of a 100% Shares Sale or in case of the sale of the relevant shares of the Company to the Third Party Purchaser after exercise of the Tag-along Right or (b) to the Non-Selling Shareholder, in case of exercise of the Right of First Refusal or Pre-emption Right, as applicable, shall be borne by the Shareholder acquiring them and in case of joint expenses or costs they shall be divided among the Shareholders pro-rata to their Stake in the Company.

Art. 18. The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the Shareholders will not cause the dissolution of the Company.

Art. 19. Neither creditors, nor assigns, nor heirs may for any reason affix seals on assets or documents of the Company.

D. Management

Art. 20. The Company is managed by a board composed of three (3) managers, which do not need to be Shareholders.

The managers are appointed for an unlimited term by the general meeting of shareholders. The office of managers when taken by the Shareholders or any of their officers or the officers of their Affiliates shall not be remunerated, and each Shareholder shall pay for the out-of-pocket expenses (e.g., food, beverages, travelling expenses, etc.) of the managers it has proposed for appointment out of a list of candidates. In addition, if any professional third party is appointed as manager of the Company, the Shareholder proposing such manager for appointment out of a list of candidates shall pay for its remuneration.

The board of managers is vested with the broadest powers to act in the name of the Company and to take any actions necessary or useful to fulfil the Company's corporate purpose, with the exceptions of the powers reserved by the law or by these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers may be removed from office at any time, with or without cause, by a decision of the Shareholders adopted with the affirmative vote of 100% of voting rights attached to the shares of the Company. The general meeting of shareholders shall propose or designate another manager at such meeting.

In the event of vacancy in the office of a manager because of resignation, this vacancy must be filled by a decision of the Shareholders within ten (10) Business Days following the date of vacancy or the date on which the Company becomes aware of the resignation. Until the vacancy is filled, the managers shall not transact any business or exercise any of their powers or duties except those necessary to preserve the business and assets of the Company or as may be required by applicable law. The same rules will also apply in case of removal, death, disability, retirement of managers or otherwise.

The board of managers may grant special powers by authentic proxy or power of attorney by private instrument.

Art. 21. The general meeting of shareholders shall appoint a chairman of the board of managers, who shall be responsible for coordinating and directing all activities of the board of managers. It shall also choose a secretary, who does not need to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

In dealing with third parties, the board of managers has the most extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorize all transactions consistent with the Company's purpose. The Company will be bound in all circumstances by the joint signature of any two (2) managers (provided that it is not a Reserved Matter of the Board of Managers) or by the signature of any duly authorized representative within the limits of such authorization. However,

the faculties dealing with Reserved Matters of the Board of Managers and Reserved Matters GMS cannot be delegated by the board of managers.

The meetings of the board of managers shall always be held in the Grand Duchy of Luxembourg, upon call by the chairman with at least three (3) Business Days' notice to each manager by mail, electronic mail or any other means of communication previously consented to by the relevant manager. However, one manager may call a special meeting of the board of managers on not less than two (2) Business Days' notice to the remaining managers after request of such manager to the chairman to convene a meeting and a failure by the chairman to do so in a term of five (5) Business Days.

The board of managers shall be deemed to be validly constituted without having been called if all members are in attendance, either personally or by proxy, and the holding of the meeting is approved by all the managers. The chairman shall decide on the agenda for the meeting. However, any manager may submit a request to the chairman of the board of managers for the inclusion of matters in the agenda, and the latter shall be required to include them when such request has been made not less than one (1) Business Day in advance of the date set for the meeting. In this case, the chairman or the secretary, upon request of the chairman, shall immediately communicate such new matters included in the agenda to the remaining managers.

Any manager who is not a resident of the United Kingdom may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile another manager as his proxy.

A manager may represent more than one of his colleagues.

The meetings of the board of managers shall be held in person. However, any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting. In case of a meeting of the board of managers held by any of such means, the conference call or telephone conversation shall be started and directed from Luxembourg. The board of managers can deliberate or act validly only if all managers are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting, save for matters for which a higher percentage of votes is required by law or by an agreement entered into by the shareholders from time to time.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, or any other similar means of communication, to be confirmed in writing. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

All the meetings of the board of managers shall be conducted in English.

Art. 22. The secretary of the board of managers shall take minutes of meetings and circulate copies thereof to each member within fifteen (15) days following the date of the relevant meeting. The minutes, once approved and signed by the chairman and the secretary, shall be the official record of the decisions made by the board of managers and shall be binding. The minutes shall be drafted in English.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman and the secretary.

Art. 23. On any matter to be decided by the board of managers, each manager shall be entitled to cast one vote.

All decisions or actions of the board of managers that do not fall within the scope of Reserved Matters of the Board of Managers, as defined below, or for which a higher majority is requested by the applicable law, shall be binding on all the shareholders of the Company and shall be made, with the affirmative vote of any two (2) managers.

Notwithstanding the above, if the Deadlock Procedure is being applied in the event that a Deadlock Event has occurred, the consent of the managers which were appointed out of a list of candidates proposed by Steel will be required to take any decision within the board of managers until the consummation of the transfer of the Stake of JMF Holding.

Notwithstanding the quorum and voting majorities established above in connection with ordinary matters to be approved by the board of managers, the quorum of the board of managers required for its valid constitution when it addresses Reserved Matters of the Board of Managers, as defined below, shall be one hundred per cent (100%) of the managers, either present or represented. In addition, any resolution of the board of managers related to a Reserved Matter of the Board of Managers (as defined below) shall require the affirmative vote of all the managers.

The following matters shall be reserved to the board of managers of the Company (the "Reserved Matters of the Board of Managers"):

(a) approval of proposals of acquisitions of projects and incorporations or acquisitions of special purpose vehicles, in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time;

(b) liquidating any subsidiaries and transfer of any shares representing the capital of a special purpose vehicle or sale of projects (whether or not contemplated in the business plan / annual budgets, in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time, when - pursuant to the applicable law - this resolution has to be passed by the board of managers (as opposed to the general meeting of shareholders) further to applicable law;

(c) granting of any security interest or personal guarantees;

(d) amendment, suspension or termination of a Consulting Agreement and engagement with another company to replace the Consulting Company in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time.

In case no agreement can be reached by the board of managers of the Company in connection with (i) any of the Reserved Matters of the Board of Managers referred to in letter (b) above or (ii) the matter referred to in letter (d) of article 27, when aimed to repay the Shareholders' investment (i.e. other than resolutions regarding mergers or transformations), when such matter relates to the Dutch SPV, the SPVs, the General Business SPV or the Servicing Company and is dealt with by the board of managers of the Company - and which shall be treated as if it was a Reserved Matters of the Board of Managers - due to a failure to reach unanimity (the matters referred to in (i) and (ii) above shall be collectively referred to as "BoM Deadlock Matters"), the matter shall be elevated to the general meeting of shareholders, which shall decide on this matter with the quorum of attendance and voting majority established for resolutions of the general meeting of shareholders addressing Reserved Matters GSM.

Art. 24. The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

Art. 25. The manager(s) does (do) not assume, by reason of its (their) position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorized agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

E. Collective decisions of the Shareholders

Art. 26. Each Shareholder may participate in the collective decisions irrespective of the numbers of shares which he owns. Each shareholder is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

A general meeting of Shareholders shall be called by the board of managers at least once a year, to be held in Luxembourg, within the term provided for by applicable law to: (a) discuss the annual accounts and other required information; (b) approve (or adopt, as the case may be) the annual accounts, the management of the Company, and the proposal of allocation of the results of a given year; and (c) do all such other things required by law or pursuant to any agreement entered by and between the shareholders from time to time.

Art. 27. Collective decisions are only validly taken when Shareholders holding more than fifty per cent (50%) of the voting rights attached to the shares of the Company are present or represented and the decision is adopted with a simple majority of the voting rights which are present or represented at the relevant general meeting of shareholders, unless otherwise provided for by the applicable law or any agreement entered into by and between the shareholders from time to time. Notwithstanding the above, if the Deadlock Procedure is being applied in the event that a Deadlock Event has occurred, the consent of Steel will be required to take any decision within the general meeting of shareholders until the consummation of the transfer of the Stake of JMF Holding.

In case the general meeting of shareholders addresses a matter included within the Reserved Matters GSM, as defined below, the general meeting of shareholders shall be validly constituted when all the shareholders, present or represented, attend.

Resolutions that address Reserved Matters GSM, as defined below, shall be adopted with the affirmative vote of one hundred per cent (100%) of voting rights attached to the shares of the Company.

The following matters shall be reserved to the general meeting of shareholders (the "Reserved Matters GSM"):

(a) changing the board of managers for any other governance system, as well as the appointment and removal of managers and determination and payment of any type of compensation or fees, when applicable;

(b) amendment of the articles of association, except for capital increases or reductions, whose regulation shall follow letter (c) below;

(c) capital increases or reductions, except for (i) capital increases to allow the contribution of a Steel's capital amount in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time; (ii) capital increases paid-in by means of capitalization of profits in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time; and (iii) capital increases or reductions to be made to comply with any imperative applicable law;

(d) merger, spin off, any other structural modifications (transformation, global transfer of assets and liabilities, etc.) including, in particular, those structural modifications aimed to repay the shareholders' investment, dissolution and winding-up as well as reactivation of the Company;

(e) to the extent permitted under the applicable law that the general meeting of shareholders as opposed to the board of managers resolves on this matter, transfer of any shares representing the capital of an SPV or sale Projects (whether or not contemplated in the business plan/ annual budgets) in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time;

(f) any BoM Deadlock Matters, in respect of which no agreement can be reached by the board of managers of the Company, in accordance with article 23;

(g) the transfer by a Shareholder of its Stake and/or its rights resulting from ISLs (either owned by it or by an Affiliate in accordance with any agreement entered into by and between the shareholders from time to time) when the proportion between the Stake and the rights resulting from ISLs that are intended to be transferred by such Shareholder is different to

the proportion which would be agreed in any agreement entered into by and between the shareholders from time to time; and

(h) the appointment and removal of the chairman and the secretary of the board of managers.

A failure to pass a resolution over the Reserved Matters GSM referred to in letters (d) when aimed to repay the Shareholder's investment (i.e. other than resolutions regarding mergers or transformations), (e) (f) and (g), each a "GSM Deadlock Resolution", shall qualify for a Deadlock Event after a period of twenty (20) Business Days elapses without reaching an agreement thereto and subject to the provisions set out in article 29. The aforementioned negotiating period shall start on the date on which any of the Shareholders first receives the notice served by the other Shareholder, as indicated in article 29. Notwithstanding the foregoing, the Deadlock Procedure shall not be applicable before 31 July 2016 in respect of all the Reserved Matters GSM other than the one referred to in letter (h) above. For clarification purposes, and as set forth in article 29, the Deadlock Procedure shall be applied as from the date hereof in respect of the Reserved Matter GSM referred to in letter (h) above.

The amendment of the articles of incorporation shall be adopted with the affirmative vote of one hundred per cent (100%) of voting rights attached to the shares of the Company.

The Shareholders may change the nationality of the Company only by unanimous consent.

Art. 28. General meetings of shareholders may also be held by conference call or videoconference or by any other means of communication, allowing all persons participating at such meeting to hear one another on a continuous basis and allowing an effective participation in the meeting. Participating in a meeting by these means is equivalent to participation in person at such meeting and the meeting is deemed to be held at the registered office of the Company.

If the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), the general meeting of shareholders may unanimously pass resolutions by circular means when expressing its approval in writing, by facsimile, electronic mail or any other similar means of communication. Each shareholder may express his consent separately, the entirety of the consent evidencing the adoption of the resolutions.

The date of such resolutions shall be the date of the last signature.

The minutes of the general meeting of shareholders, which shall be drafted and signed in English (followed, where so required by law, by a translation into one of the Luxembourg administrative languages), may be approved by the Shareholders at the end of the general meeting of shareholders or otherwise within a period of no more than fifteen (15) Business Days from the date of such meeting. Once the minutes are approved, they shall be signed by the secretary of the board of managers of the Company and countersigned by the chairman of the board of managers of the Company, except for minutes of the general meeting of shareholders passed in front of a notary.

Art. 29. If the general meeting of shareholders of the Company fails to reach an agreement with respect to a GSM Deadlock Resolution, each Shareholder shall have the right to serve the other Shareholder a notice indicating that a deadlock situation has occurred ("Deadlock Event"). Within twenty (20) Business Days following the date on which any Shareholder first received the aforementioned notice, the Shareholders shall be obliged to meet as necessary so as to try to reach an agreement to solve the deadlock situation.

If no agreement has been reached after these negotiations, the following procedure shall apply (the "Deadlock Procedure"):

(1) Each Shareholder shall have the right to invoke a deadlock procedure by serving a written notice to the other Shareholder in accordance with the terms and conditions described below (the "Deadlock Notice").

(2) Once the Deadlock Notice has been served, the fair market value of the Stake of JMF Holding shall be determined (the "JMF Holding FMV") pursuant to the common rules set forth in any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time.

(3) Within thirty (30) Business Days following the determination of the JMF Holding FMV, Steel shall have the right (but not the obligation) to purchase the Stake of JMF Holding at a price equal to the JMF Holding FMV.

(4) If Steel does not exercise its right to purchase the Stake of JMF Holding, then both Shareholders shall be obliged to wind-up and liquidate the Company and its subsidiaries within the six (6) months following the end of such thirty (30) Business Day period.

Notwithstanding the above, the Deadlock Procedure will not apply if the relevant GSM Deadlock Resolution (other than the GSM Deadlock Resolution referred to in article 27, paragraph (g)) is discussed in the general meeting of shareholders before 31 July 2016. Before 31 July 2016, if a Deadlock Event occurs in respect of any of the GSM Deadlock Resolutions, except for the one referred to in Article 27, paragraph (g), the Shareholders shall manage the Company as if the matter resulting in a Deadlock had not been discussed and voted at the general meeting of shareholders. For clarification purposes, the Deadlock Procedure will apply as from the date hereof in respect of the Reserved Matter GSM referred to in Article 27, paragraph (g) above.

F. Financial year - Annual accounts - Distribution of profits

Art. 30. The Company's financial year commences on the first of January and ends on the thirty-first of December. Exceptionally, the first year commences on the date of incorporation of the Company and terminates on the thirty-first of December 2014.

Art. 31. Each year on the thirty-first of December, the accounts shall be closed and, within twenty-five (25) days after the end of each financial year, the managers shall prepare a balance sheet and a profit and loss account corresponding to the last financial year. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office. Within twenty-seven (27) days after the end of each financial year, the balance sheet and the profit and loss account corresponding to the last financial year of the Company shall be audited. Within thirty (30) days after the end of each financial year, the audited balance sheet and the inventory shall be approved by the general meeting of shareholders. The statutory accounts of the Company shall be (a) drafted by the board of managers of the Company; (b) audited; (c) approved by the general meeting of shareholders of the Company and (d) filed with the Luxembourg trade and companies register in accordance with Luxembourg law.

Art. 32. Of the annual net profits of the Company, five per cent (5%) at least shall be allocated to the legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

Upon recommendation of the board of managers, the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the Company's profits shall be used in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, as well as by the present articles of association and any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 33. In the event of dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, which do not need to be Shareholders, and which are appointed by the general meeting of shareholders which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realization of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders proportionally to the shares of the Company held by them.

H. Audit - Supervision

Art. 34. In case and as long as the Company has more than twenty-five (25) shareholders, the operations of the Company shall be supervised by one or several internal auditors (commissaires). The general meeting of shareholders shall appoint the internal auditor(s) and shall determine their term of office.

An internal auditor may be removed at any time, without notice and with or without cause by the general meeting of shareholders. The internal auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

If the Shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseurs d'entreprises agréés) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of internal auditor(s) is suppressed.

The independent auditor shall, within the periods set forth in article 31, complete an audit of the statutory accounts of the Company. Such audit shall be conducted in accordance with generally accepted auditing standards and shall cover all books and records maintained by the Company, and all transactions and operations conducted during such financial year, including inventory records, together with all other matters customarily included in the audits of the balance sheet and profit and loss account as well as in the audits of the statutory accounts.

An independent auditor may only be removed by the general meeting of shareholders with cause or with its approval.

Art. 35. All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 on commercial companies and amendments thereto.

Applicable law

Art. 36. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by and between the Shareholders from time to time."

Seventh resolution

The Shareholders resolve to dismiss Mrs. Stéphanie Charles in accordance with article 12 of the Articles. Mrs. Stéphanie Charles shall be granted full discharge for the exercise of her mandate as manager of the Company in the context of the next shareholder's meeting resolving on the annual accounts of the Company.

The Shareholders further resolve to appoint the New Shareholder, namely KKH Capital Group S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 22, Avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 186.988, having a share capital of twelve thousand five

hundred euros (EUR 12,500.-), as new manager of the Company and to appoint it as secretary of the board of managers, and to appoint Samuel Kreber, who is already a manager of the Company, as chairman of the board of managers.

As a consequence of the above dismissal and appointments, the Company is now managed by a board of managers consisting of:

- Samuel Kreber, manager and chairman;
- Stéphane Bourg, manager; and
- KKH Capital Group S.à r.l., manager and secretary.

Eighth resolution

The Shareholders resolve to appoint as auditor for an unlimited term:

Ernst & Young, a public limited liability company (société anonyme), incorporated and existing under the laws of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B47771, having its registered office at 7, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 3,500.-.

There being no further business, the meeting is closed.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the year and day first written above.

The document having been read to the proxy-holders of the appearing parties, who are known to the notary by surname, given name, civil status and residence, said proxy-holders signed together with the notary the present deed.

Follows the French version:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatrième jour du mois de juillet.

Par-devant Nous Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Steel Grafton S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie sous les lois de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 185.448 et ayant son siège social au 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-).

ici représentée par Flora Gibert, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privée.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par la mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. La comparante est l'associée unique («l'Associé Unique») de la société à responsabilité limitée existant sous le nom de Steel Grafton One S.à r.l., (la «Société»), ayant son siège social au 22, Grand Rue, L-1660 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187.382, ayant un capital social de cinq millions vingt-et-un mille cent euros (EUR 5.021.100,-) constituée suivant acte du Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg, en date du 23 mai 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

II. Le capital social de la Société est fixé à cinq millions vingt-et-un mille cent euros (EUR 5.021.100,-) représenté par cinq millions vingt-et-un mille cent (5.021.100) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes intégralement souscrites et entièrement libérées.

III. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de deux millions deux cent trente-huit mille cent cinquante euros (EUR 2.238.150,-) pour le porter de son montant actuel de cinq millions vingt-et-un mille cent euros (EUR 5.021.100,-) à sept millions deux cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante euros (EUR 7.259.250,-), par la création et l'émission de deux millions deux cent trente-huit mille cent cinquante (2.238.150) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune;

2. Souscription de quatre cent soixante-dix-huit mille neuf cents (478.900) parts sociales nouvellement émises par l'Associée Unique et paiement de ces parts sociales par une contribution en espèces de quatre cent soixante-dix-huit mille neuf cents euros (EUR (478.900,-));

3. Souscription d'un million sept cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante (1.759.250) parts sociales nouvellement émises par KKH Capital Group S.à r.l. et paiement de ces parts sociales par une contribution en nature;

4. Modification de l'article 4 des statuts de la Société (les «Statuts») afin d'y refléter le changement de dénomination de la Société;

5. Modification de l'article 2 des Statuts afin d'y refléter le changement de l'objet social de la Société;

6. Modification et refonte totale des Statuts;

7. Nomination des gérants de la Société;

8. Nomination du réviseur d'entreprises agréé de la Société; et

9. Divers

L'Associée Unique a ensuite pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de deux millions deux cent trente-huit mille cent cinquante euros (EUR 2.238.150,-) euros pour le porter de son montant actuel de cinq millions vingt-et-un mille cent euros (EUR 5.021.100,-) à un montant de sept millions deux cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante euros (EUR 7.259.250,-) et de créer deux millions deux cent trente-huit mille cent cinquante (2.238.150) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Deuxième résolution

Quatre cent soixante-dix-huit mille neuf cents (478.900) parts sociales nouvellement émises sont souscrites par l'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus et entièrement libérées par une contribution en espèces de sorte que la somme de quatre cent soixante-dix-huit mille neuf cents euros (EUR 478.900,-) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Troisième résolution

Un million sept cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante (1.759.250) parts sociales nouvellement émises de la Société sont souscrites par KKH Capital Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 22, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.988 ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) (le «Nouvel Associé»).

Souscription et Paiement

À cet effet, le Nouvel Associé,

ici représenté par Flora Gibert, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé,

déclare souscrire à un million sept cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante (1.759.250) parts sociales nouvellement émises de la Société ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, entièrement libérées par l'apport en nature de dix pour cent (10%) d'une créance détenue par le Nouvel Associé à l'encontre de la Société pour un montant total de dix-sept million cinq cent quatre-vingt-douze mille cinq cent cinq euros (EUR 17.592.505), soit un apport d'une valeur d'un million sept cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante euros (EUR 1.759.250,-).

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec celui-ci.

La preuve de l'existence et de la valeur de l'apport en nature ci-dessus mentionné a été apportée au notaire instrumentant.

En conséquence de ce qui précède, le Nouvel Associé ci-dessus mentionné a pris part aux délibérations de l'assemblée générale des associés, et ensemble avec l'autre associé précédemment mentionné (ci-après, les «Associés») ils ont pris les résolutions suivantes correspondant aux points suivants à l'ordre du jour.

Quatrième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 4 des Statuts afin d'y refléter le changement de dénomination de la Société et afin de lui donner le contenu suivant:

« **Art. 4.** La Société prend la dénomination de KKH Property Investors S.à r.l.»

Cinquième résolution

Les Associés décident de modifier l'objet social de la Société et de modifier l'article 2 des Statut qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel public à l'épargne, la société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

La Société pourra également fournir, exclusivement aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou un droit direct ou indirect ou dans lesquelles la Société a investi de toute autre manière et qui font partie du même groupe d'entités que la Société, des services de consultation stratégiques, tels que les services aux SPVs concernant les propositions liées aux initiatives de gestion d'actifs exceptionnels relatifs aux Projets et aux SPVs, le financement des Projets (y compris la restructuration potentielle de dette une fois qu'un Projet spécifique ait été réalisé) et la disposition en toute ou en partie des Projets.»

Sixième résolution

Les Associés décident de procéder à la refonte totale des Statuts qui auront désormais la teneur suivante:

A. Définitions

Affilié	signifie à l'égard de chaque associé, tout autre individu, partenariat (partnership), entreprise, société à responsabilité limitée (limited liability company), trust, association, entreprise commune (joint-venture), fonds immobiliers ou toute autre entité ou organisation, contrôlant ou contrôlée directement ou indirectement par (i.e. par le biais d'une personne contrôlée directement ou indirectement) ou sous le contrôle conjoint, avec les Associés;
Associé(s)	signifie JMF Holding et Steel, ainsi que tout futur associé de la Société, qui sont conjointement désignés comme les "Associés" et chacun pris séparément comme l'"Associé";
Associé Non Vendeur	signifie, par opposition à l'Associé Vendeur, l'Associé qui ne participe pas à la cession de tout ou d'une partie de sa Participation à un Tiers Acheteur ou à un Affilié;
Associé Vendeur	signifie l'associé qui participe à la cession de tout ou d'une partie de sa Participation à un Vendeur Tiers ou à un Affilié;
Autres Projets Futurs	signifie tout autre projet futur convenu entre les Associés;
Avis de Blocage	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 29 des Statuts;
Avis de Cession de Participation	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 10 des Statuts;
Avis de Drag-along	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 15 des Statuts;
Avis de l'Exercice du Droit de Premier Refus	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;
Avis d'Exercice du Droit de Tag-along	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 12 des Statuts;
Cessionnaire Autorisé	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;
Contrat de Consultation	signifie le contrat de consultation conclu entre la Société et la Société de Consultation;
Domaines Réservés AGA	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 27 des Statuts;
Domaines Réservés du Conseil de Gérance	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 23 des Statuts;
Droit de Drag-along	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 15 des Statuts;
Droit de Préemption	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 15 des Statuts;
Droit de Premier Refus	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;
Droit de Tag-along	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 12 des Statuts;
Évènement de Blocage	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 29 des Statuts;
ISLs	signifie tout contrat de prêt de partage de revenus pouvant être conclu de temps à autre entre les Associés et la Société;
JMF Holding	signifie KKH Capital Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée, valablement constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 22, avenue de la Liberté, L-1930, Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B.186988 ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-);
JMF Holding FMV	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 29 des Statuts;

Jour Ouvrable	signifie un jour durant lequel les établissements de banque de commerce sont ouverts pour les transactions d'affaires dans les villes de Luxembourg, Madrid, Barcelone (Espagne) et la ville de Londres;
Offre de Parts Sociales Offertes	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;
Offre de Tiers Acheteur	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;
Offre de Vente de 100% des Parts Sociales Offertes	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 15 des Statuts;
Participation	signifie les parts sociales dans le capital social de la Société détenues par chacun des Associés de temps à autre;
Parts Sociales Offertes	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 10 des Statuts;
Période d'Indisponibilité de JMF Holding	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 9 des Statuts;
Période d'Ouverture à la Vente PG111 SPV	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts. signifie PG111 Project, S.L. Unipersonal, une «sociedad de responsabilidad limitada» valablement constituée sous les lois de l'Espagne, avec le numéro d'identification fiscale B-86.969.896;
Procédure de Blocage Projets	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 29 des Statuts; signifie les Projets Initiaux et les Autres Projets Futurs;
Projet Catedral	signifie un projet à développer à Barcelone (Espagne) consistant dans la rénovation d'un immeuble à bureaux;
Projet Catedral SPV	signifie Barcelona HTL Project, S.L. Unipersonal, une «sociedad de responsabilidad limitada» valablement constituée sous les lois du Royaume d'Espagne, ayant son siège social à Barcelone (Espagne) à Avenida Diagonal n°640, 5°B, 08017 et au numéro d'identification fiscale B- 66,150,426;
Projet Ibiza	signifie un projet à développer à Ibiza (Espagne) qui consiste à démolir des immeubles de loisirs et de commerces;
Projet Ibiza SPV	signifie Ibiza Real Estate Project, S.L. Unipersonal une «sociedad de responsabilidad limitada» valablement constituée sous les lois du Royaume d'Espagne, ayant son siège social à Barcelone (Espagne), à Avenida Diagonal n°640, 5°B, 08017, au numéro d'identification fiscale B-66.073.404;
Projets Initiaux	signifie le Projet Catedral et le Projet Ibiza;
Résolution de Blocage AGA	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 27 des Statuts;
Second Avis de Cession de Participation	correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;
Société de Consultation	signifie un véhicule d'investissement spécialisé devant être constitué selon les lois du Royaume-Uni, dont l'objet social consistera à prester des services de consultations en rapport avec les biens immobiliers;
Société de Services	signifie KKH Group Servicing, S.L. Unipersonal, une «sociedad de responsabilidad limitada» valablement constituée sous les lois du Royaume d'Espagne, ayant son siège social à Barcelone (Espagne) à Avenida Diagonal n°640, 5°B, 08017 au numéro d'identification fiscale B-86.959.749, détenue à 100% par le SPV Néerlandais et acquis pour prester certains services aux SPVs, au SPV de Commerce Général et à la Société de Consultation;
SPVs	signifie les SPVs de Projet Initial, ensemble avec PG111 SPV et tout autre véhicule d'investissement spécialisé constitué ou acquis afin de développer n'importe lequel des Autres Projets Futurs;
SPV de Commerce Général	signifie KKH General Business S.L. Unipersonal, une «sociedad de responsabilidad limitada» valablement constituée sous les lois du Royaume d'Espagne, ayant son siège social à Barcelone (Espagne), à Avenida Diagonal n°640, 5°B, 08017 et au numéro d'identification fiscale B- 86.969.870, détenue à 100% par le SPV Néerlandais et acquis à des fins commerciales généraux et pour la création à un stade initial d'Autres Projets Futurs;
SPV Néerlandais	signifie Steel Grafton B.V., une société valablement constituée sous les lois des Pays-Bas, ayant son siège social à De Boelelaan 7, 1083 HJ, Amsterdam (Pays-Bas) et immatriculée au Registre de commerce et des sociétés sous le numéro 60.814.209;
SPVs de Projet Initial	signifie le Projet Catedral SPV et le Projet Ibiza SPV;
Statuts	Signifie les statuts de la Société, tels que modifiés de temps à autre;
Steel	désigne Steel Grafton S.à r.l., une société à responsabilité limitée, valablement

constituée selon les lois du Luxembourg, ayant son siège social au 22, Grand-Rue, 3^{ème} étage, L-1660, Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B.185448n ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12,500.-);

Sujets de Blocage du Conseil de Gérance correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 23 des Statuts;

Tiers Acheteur correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 11 des Statuts;

Vente de 100% des Parts Sociales correspond à la définition qui lui est donnée à l'article 15 des Statuts;

B. Objet - Durée - Dénomination - Siège

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes entre le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (la «Société») qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, l'échange ou de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des prêts à ou assister autrement les sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou les sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

Excepté par voie d'appel public à l'épargne, la société peut lever des fonds en faisant des emprunts sous toute forme ou en émettant toute sorte d'obligations, de titres ou d'instruments de dettes, d'obligations garanties ou non garanties, et d'une manière générale en émettant des valeurs mobilières de tout type.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

La Société pourra également fournir, exclusivement aux entités dans lesquelles elle détient une participation ou un droit direct ou indirect ou dans lesquelles la Société a investi de toute autre manière et qui font partie du même groupe d'entités que la Société, des services de consultation stratégiques, tels que les services aux SPVs concernant les propositions liées aux initiatives de gestion d'actifs exceptionnels relatifs aux Projets et aux SPVs, le financement des Projets (y compris la restructuration potentielle de dette une fois qu'un Projet spécifique ait été réalisé) et la disposition en toute ou en partie des Projets.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La Société prend la dénomination de KKH Property Investors S.à r.l.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg. Le siège social peut être transféré au sein de la même commune par décision du conseil de gérance. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché en vertu d'une décision de l'assemblée générale des Associés. La Société peut ouvrir des agences ou succursales dans toutes autres localités du pays ou dans tous autres pays.

C. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à sept millions deux cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante euros (EUR 7.259.250,-) représenté par sept millions deux cent cinquante-neuf mille deux cent cinquante (7.259.250) parts sociales d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Art. 7. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des Associés adoptée par un vote affirmatif de cent pour cent (100%) des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société, sous réserve des dispositions de l'article 27 des Statuts.

Art. 8. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

Art. 9. Aux fins de l'article 10 ci-dessous, JMF Holding n'est pas autorisé à céder, vendre ou disposer de tout autre manière de ses parts sociales dans la Société pendant une période de cinq (5) ans à la suite de l'acquisition des SPV de Projet Initial, à moins que (i) Steel y ait expressément consenti; ou (ii) une telle cession soit faite à un Affilié de JMF Holding conformément à l'article 13 ci-dessous (la «Période d'Indisponibilité de JMF Holding»). A compter du sixième (6^{ème}) anniversaire de l'acquisition des SPVs du Projet Initial par la Société, toute cession des Parts Sociales de la Société par JMF Holding est soumise aux règles de cession énoncées aux articles 10, 11, 12 et notamment à l'article 11 paragraphe 6 ci-dessous.

Art. 10. Chaque Associé a le droit de transférer tout ou une partie de sa Participation (détenue par celui-ci ou par un Affilié conformément à tout accord concernant la politique de financement de la Société conclu par les Associés de temps à autre et à l'article 13 des Statuts) à des tiers, sous réserve de respecter les règles de cession énoncées ci-dessous, dans le cas de JMF Holding, à l'issue de la Période d'Indisponibilité de JMF Holding.

L'Associé Vendeur qui souhaite céder tout ou une partie de sa Participation remet un avis au conseil de gérance de la Société et à l'Associé Non Vendeur les informant de son intention de vendre et détaillant le nombre de parts sociales qu'il entend céder ainsi que le prix qu'il entend en obtenir (respectivement les «Parts Sociales Offertes» et «l'Avis de Cession de Participation»).

Art. 11. L'Associé Non Vendeur dispose d'une période de vingt (20) Jours Ouvrables à compter de la date de réception de l'Avis de Cession de Participation pour notifier à l'écrit à l'Associé Vendeur et au conseil de gérance de la Société (a) son intérêt pour l'acquisition des Parts Sociales Offertes et (b) le prix d'acquisition des Parts Sociales Offertes (respectivement le «Droit de Premier Refus», l'«Offre des Parts Sociales Offertes» et l'«Avis d'Exercice du Droit de Premier Refus»).

Si l'Associé Vendeur accepte l'Offre des Parts Sociales Offertes, les deux Associés concluent la vente aussitôt qu'il sera matériellement possible mais dans tous les cas dans les trente (30) Jours Ouvrables après réception de l'Avis d'Exercice du Droit de Premier Refus par l'Associé Vendeur. Les Associés prennent toutes les mesures nécessaires ou souhaitables afin de donner effet à une telle cession dans délai précisé. Dans ce cas, aucune déclaration et aucune garantie ne doit être donnée par l'Associé Vendeur à l'Associé Non-Vendeur dans le contrat d'achat à l'exception de la propriété des Parts Sociales Offertes, le fait que les Parts Sociales Offertes sont libres de toute sûreté ou charge (autre que celles énoncées dans les Statuts concernant les restrictions à la libre cession des Parts Sociales ou, dans l'hypothèse où l'Associé Vendeur est Steel, les droits réels conférés sur la Participation de JMF Holding dans la Société conformément à tout accord conclu entre les Associés de temps à autre) et du pouvoir du représentant de l'Associé Vendeur pour signer le contrat d'achat.

Si (a) l'Associé Non Vendeur notifie à l'Associé Vendeur qu'il n'entend pas exercer son Droit de Premier Refus (ou aucun Avis d'Exercice du Droit de Premier Refus n'est remis dans une période de vingt (20) Jours Ouvrables), ou (b) après avoir remis l'Avis d'Exercice du Droit de Premier Refus, la transaction n'est pas conclue dans le délai imparti de trente (30) Jours Ouvrables pour des raisons imputables à l'Associé Non Vendeur, ou (c) l'Associé Vendeur décline l'Offre des Parts Sociales Offertes, l'Associé Vendeur a alors jusqu'à quatre-vingt-dix (90) Jours Ouvrables («Période d'Ouverture à la Vente») à compter de (i) la date à laquelle l'Associé Non Vendeur a communiqué à l'Associé Vendeur son intention de ne pas exercer son Droit de Premier Refus; (ii) l'expiration de la période de vingt (20) Jours Ouvrables pour exercer le Droit de Premier Refus sans que l'Associé Non Vendeur ne l'ait exercé; (iii) l'expiration du délai de trente (30) Jours Ouvrables pour conclure la cession sans que la cession n'ait eu lieu; ou (iv) la date à laquelle l'Associé Vendeur a décliné l'Offre des Parts Sociales Offertes, le cas échéant, afin d'obtenir une offre ferme d'un tiers (le «Tiers Acheteur» et l'«Offre du Tiers Acheteur») pour le même nombre de Parts Sociales.

Si l'Associé Vendeur reçoit une Offre de Tiers Acheteur durant la Période d'Ouverture à la Vente, l'Associé Vendeur notifie au conseil de gérance de la Société et à l'Associé Non Vendeur (le «Second Avis de Cession de Participation») la réception des conditions de l'Offre du Tiers Acheteur.

Si le Tiers Acheteur est considéré comme étant un cessionnaire autorisé conformément à tout accord conclu entre les Associés de temps à autre (le «Cessionnaire Autorisé»), et à condition que dans l'hypothèse (iv) ci-dessus, l'Offre du Tiers Acheteur soit plus élevée que l'Offre des Parts Sociales Offertes, l'Associé Non Vendeur approuve le Tiers Acheteur en question et l'Associé Vendeur est autorisé à céder les Parts Sociales Offertes au Tiers Acheteur conformément à l'Offre du Tiers Acheteur.

Sans préjudice à ce qui précède, les parts sociales de la Société sont librement cessibles entre Associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-Associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des Associés représentant au moins les trois quarts du capital social. En cas de décès d'un Associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-Associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des Associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux Associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

Si le Tiers Acheteur n'est pas un Cessionnaire Autorisé, l'Associé Vendeur devra obtenir l'accord de l'Associé Non Vendeur pour conclure la vente avec le Tiers Acheteur (un tel accord ne peut être refusé de manière déraisonnable par l'Associé Non Vendeur). Un tel accord est réputé avoir été accordé par l'Associé Non Vendeur à l'issue d'une période de dix (10) Jours Ouvrables sans que l'Associé Non Vendeur n'ait raisonnablement refusé un tel accord exprès. Dès réception de l'accord de l'Associé Non Vendeur ou à l'issue d'une période de dix (10) Jours Ouvrables sans avoir reçu un refus raisonnable, l'Associé Vendeur est autorisé à vendre les Parts Sociales Offertes au Tiers Acheteur conformément à l'Offre du Tiers Acheteur.

Si l'Associé Vendeur n'obtient pas ladite Offre du Tiers Acheteur durant la Période d'Ouverture à la Vente, l'Associé Vendeur n'est pas autorisé à céder les Parts Sociales Offertes et n'a pas le droit de proposer la cession de tout ou partie de sa Participation à nouveau pendant une période de six (6) mois à compter de la date d'expiration de la Période d'Ouverture à la Vente.

Art. 12. Sous réserve de l'article 11, l'Associé Vendeur est libre de céder les Parts Sociales Offertes aux conditions énoncées dans le Second Avis de Cession de Participation, sous réserve des dispositions du Droit de Tag-along.

L'Associé Non Vendeur dispose d'une période de dix (10) Jours Ouvrables à compter de la date à laquelle il a reçu le Second Avis de Cession de Participation pour exercer son droit de «tag-along» en vertu des mêmes conditions que celles énoncées dans le Second Avis de Cession de Participation et à l'égard du nombre de Parts Sociales de l'Associé Non Vendeur pro-rata au pourcentage des parts qui doivent être cédées par l'Associé Vendeur au Tiers Acheteur (le «Droit de Tagalong»). Le Droit de Tag-along s'exerce par l'envoi de l'avis en question à l'Associé Vendeur et le conseil de gérance (l'«Avis d'Exercice du Droit de Tagalong»). Le Tiers Acheteur est tenu d'acquérir les parts sociales offertes par l'Associé Non Vendeur conformément à son Droit de Tag-along.

Le défaut d'envoi dudit Avis d'Exercice du Droit de Tag-along pendant la période de dix (10) Jours Ouvrables est considéré comme une renonciation au Droit de Tag-along.

Si l'Associé Non Vendeur (a) notifie à l'Associé Vendeur qu'il ne souhaite pas exercer son Droit de Tag-along; ou (b) est considéré comme n'ayant pas exercé son Droit de Tag-along; l'Associé Vendeur peut vendre les Parts Sociales Offertes au Tiers Acheteur aux mêmes conditions énoncées dans le Second Avis de Cession de Participation, dans les quatre-vingt-dix Jours Ouvrables à compter (a) de la date à laquelle l'Associé Non Vendeur a fait parvenir à l'Associé Vendeur son intention de ne pas exercer son Droit de Tag-along; ou (b) l'expiration de la période de dix (10) Jours Ouvrables pour exercer le Droit de Tag-along.

Art. 13. Aux fins de structuration, et sous réserve de l'article 11 paragraphe 6, chaque Associé a le droit de céder tout ou une partie de sa Participation dans la Société à un Affilié de l'Associé concerné et sans que l'Associé Non Vendeur ait un Droit de Premier Refus et un Droit de Tag-along sur la Participation allant être cédée, à condition que l'Associé Vendeur remette un avis au conseil de gérance et à l'Associé Non Vendeur les informant de la cession envisagée; et sous réserve de l'accomplissement en due forme par l'Associé Non Vendeur et la Société de la procédure Know Your Customer, qui est à compléter dans un délai de dix (10) Jours Ouvrables à compter de la réception de l'avis, sous réserve qu'on ait fourni des informations suffisantes. Tous les frais et toutes les dépenses (incluant sans s'y limiter les impôts) résultant de la cession des parts sociales de la Société à un Affilié sont à la charge de l'Associé mettant en oeuvre la cession.

Art. 14. Une disposition de rachat s'applique lorsque le cessionnaire cesse d'être un Affilié. Dans ce cas, l'Associé qui a cédé la Participation concernée doit s'assurer que cet ancien Affilié cède immédiatement audit Associé ou à tout Affilié dudit Associé (ou dans l'hypothèse où ledit Associé a cessé d'exister, à la société, individu, partenariat ou autre qui (a) était considéré comme un Affilié dudit ancien Associé au moment où la première cession avait été réalisée; et (b) continuerait à être considéré comme un Affilié de l'Associé si ledit Associé n'avait pas cessé de l'être) ladite Participation dans les cinq (5) Jours Ouvrables suivant la date à laquelle l'Affilié a cessé d'être un Affilié dudit Associé et, tant que cette nouvelle cession n'a pas eu lieu, tous les droits économique et de vote concernant ladite Participation cédée sont suspendus.

Art. 15. Dans le cas où Steel reçoit une offre ferme d'achat de cent pour cent (100%) des parts sociales dans la Société (y compris, pour éviter tout doute, durant la Période d'Ouverture à la Vente d'un tiers de bonne foi (l'«Offre de Vente de 100% des Parts Sociales» ou la «Vente de 100% des Parts Sociales»), Steel est autorisé à demander à JMF Holding (et tout autre Affilié JMF conformément à tout accord conclu entre les Associés de temps à autre) de vendre toutes ses parts sociales à un tel Tiers Acheteur, aux mêmes conditions et au même prix que ceux indiqués dans l'Offre de Vente de 100% des Parts Sociales (le «Droit de Drag-along»), (a) à condition que JMF Holding ne soit tenu de vendre que si le paiement des parts sociales s'effectue en espèces en fonds immédiatement disponibles; et (b) à condition que le prix qui leur est dû en contrepartie de sa Participation soit au moins égal pro-rata à la juste valeur de marché des capitaux propres de la Société, qui en cas de désaccord est déterminée conformément aux dispositions de tout accord conclu par les Associés de temps à autre. A cet effet, Steel notifiera JMF Holding et le conseil de gérance de la Société dans les dix (10) Jours Ouvrables suite à la date à laquelle Steel a reçu l'Offre de Vente de 100% des Parts Sociales indiquant: (i) que JMF Holding est tenu de participer à la Vente de 100% des Parts Sociales avec le Tiers Acheteur; (ii) l'identité du Tiers Acheteur; (iii) le prix d'achat de 100% des Parts Sociales; (iv) les principales conditions pour la Vente de 100% des Parts Sociales; et (v) la date, l'heure et le lieu proposés pour la signature de la transaction, qui ne doit pas avoir lieu avant trente-et-un (31) Jours Ouvrables et pas plus tard que cent (100) Jours Ouvrables à compter de la date de cet avis (l'«Avis de Drag-along»).

JMF Holding dispose d'un droit de préemption (le «Droit de Préemption») pour acquérir l'intégralité de la Participation de Steel dans les mêmes conditions de l'Avis de Drag-along qui doit être exercée dans les vingt (20) Jours Ouvrables à compter de la date à laquelle Steel a envoyé l'Avis de Drag-along, en envoyant ledit avis au conseil de gérance de la Société et à Steel. Le défaut d'envoi de cet avis par JMF Holding durant la période de vingt (20) Jours Ouvrables est considéré comme étant une renonciation au Droit de Préemption.

Si Steel exerce son Droit de Drag-along et JMF Holding n'exerce pas son Droit de Préemption (ou si JMF Holding exerce son Droit de Préemption mais la cession de la Participation de Steel n'a pas lieu pour des raisons imputables à JMF Holding dans les trente (30) Jours Ouvrables suite à la date de l'exercice du Droit de Préemption), alors JMF Holding (a) effectuera la cession de parts sociales, tel que prévu par tout accord conclu par les Associés de temps à autre, au Tiers Acheteur à la date, l'heure et lieu indiqués dans l'Avis de Drag-along; (b) signera le contrat d'achat applicable; et (c) fera ou fournira, proportionnellement à sa Participation, les mêmes déclarations, garanties, engagements, indemnités et accords que Steel fait ou fournit en rapport avec la cession de sa Participation au Tiers Acheteur.

Chaque Associé doit entreprendre toutes les actions qui sont raisonnablement nécessaires ou utiles pour conclure la Vente de 100% des Parts Sociales y compris, sans s'y limiter, la conclusion de contrats, l'octroi d'instruments publics et consentements, tels que jugés nécessaires ou appropriés.

Le défaut d'accomplissement de ladite cession lorsque ce manquement est imputable au Tiers Acheteur n'est pas considéré comme un manquement imputable à Steel.

Le Droit de Premier Refus et le Droit de Tag-along mentionnés aux articles 11 et 12 ci-dessus ne seront pas applicables si Steel reçoit une Offre de Vente de 100% des Parts Sociales.

Art. 16. En plus des dispositions des articles 9 à 17, toute cession des parts sociales de la Société par l'un quelconque des Associés est soumise aux restrictions suivantes:

(i) Aucun cessionnaire de la Société n'aura les droits d'un Associé à moins que et jusqu'à ce que le cessionnaire, à compter de la date effective de la cession, ne se soit engagé par écrit à assurer et être lié par tout accord conclu par les Associés de temps à autre dans la même mesure que l'Associé cédant. En particulier, aucun cessionnaire qui acquiert de JMF Holding les parts sociales de la Société n'aura les droits d'un Associé tant qu'il n'aura pas accordé un nantissement tel que requis en vertu de tout accord conclu par les Associés de temps à autre;

(ii) Aucune cession de parts sociales aux Affiliés ne sera considérée comme étant valable tant que le cessionnaire ne sera pas devenu partie à tout accord conclu par les Associés de temps à autre en signant un instrument qui le lie, le cas échéant. Tant qu'il n'y est pas devenu partie et dans la mesure où la cession concerne l'intégralité de la Participation de l'Associé, le cédant continuera à être lié par les dispositions de tout accord conclu par les Associés de temps à autre.

(iii) Aucun Associé, sans le consentement de l'autre Associé, ne peut procéder à une cession qui violerait la loi ou résulterait dans l'annulation de tout permis, licence ou d'autres autorisations similaires ou pour lequel le consentement de tout autre tiers prêteur accordant un financement était requis.

Art. 17. Tous les frais et les dépenses qui résultent de la cession de tout ou partie de sa Participation (a) à un Tiers Acheteur, en cas de Vente de 100% des Parts Sociales ou dans l'hypothèse de la vente des parts sociales concernées de la Société au Tiers Acheteur après l'exercice du Droit Tag-along ou (b) à l'Associé Non Vendeur, en cas d'exercice du Droit de Premier Refus ou du Droit de Préemption, selon le cas, seront à la charge de l'Associé qui les acquiert et en cas de dépenses conjointes ou frais, ils seront divisés entre les Associés au pro-rata de leur Participation dans la Société.

Art. 18. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des Associés ne met pas fin à la Société.

Art. 19. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société.

D. Gérance

Art. 20. La Société est gérée par un conseil composé de trois (3) gérants, qui n'ont pas besoin d'être des Associés.

Les gérants sont nommés pour une durée indéterminée par l'assemblée générale des Associés laquelle déterminera leur rémunération. Le poste de gérant, lorsqu'il est occupé par des Associés ou un de leurs agents ou des agents de leurs Affiliés, ne donne pas droit à une rémunération, et chaque Associé doit payer les dépenses courantes (par exemple: nourriture, boissons, frais de voyage, etc...) du gérant qu'il a proposé à partir d'une liste de candidats pour la nomination. De plus, si un professionnel tiers est nommé en tant que gérant de la Société, l'Associé qui l'a proposé pour être nommé à partir d'une liste de candidats doit le rémunérer.

Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et pour prendre toute mesure nécessaire ou utile pour l'accomplissement de l'objet social de la Société, à l'exception des pouvoirs réservés par la Loi ou par les présents statuts à l'assemblée générale des Associés.

Les gérants peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision des Associés adoptée par un vote affirmatif de cent pour cent (100%) des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société. L'assemblée générale des Associés propose ou désigne un autre garant lors de cette assemblée.

Dans l'hypothèse où un poste de gérant deviendrait vacant suite à une démission, cette vacance doit être pourvue par une décision des Associés dans les dix (10) Jours Ouvrables suite à la date de vacance ou la date à laquelle la Société a pris connaissance de la démission. Tant que le poste vacant n'a pas été pourvu, les gérants ne doivent conclure aucune transaction d'affaires ou exercer l'un quelconque de leurs pouvoirs ou devoirs, à l'exception de ceux qui sont nécessaires pour préserver les affaires et les actifs de la Société ou tel que requis par la loi applicable. Les mêmes règles s'appliquent également dans le cas de la révocation, mort, incapacité, départ à la retraite des gérants ou autre.

Le conseil de gérance peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 21. L'assemblée générale des Associés nomme le président du conseil de gérance, qui est responsable de la coordination et de la direction de toutes les activités du conseil de gérance. L'assemblée choisit également un secrétaire qui n'a pas besoin d'être gérant et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. La société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par la signature conjointe de deux (2) gérants quelconques (à condition qu'il ne s'agisse pas d'un Domaine Réservé du Conseil de Gérance) ou par la signature de tout représentant dûment mandaté dans les limites de son mandat. Toutefois, les pouvoirs accordés pour traiter des Domaines Réservés du Conseil de Gérance et des Domaines Réservés AGA ne peuvent pas être délégués par le conseil de gérance.

Les réunions du conseil de gérance se tiennent toujours au Grand-duché de Luxembourg, sur convocation du président par un avis écrit préalable de trois (3) Jours Ouvrables au minimum à tout gérant par lettre, courrier électronique ou tout autre moyen de communication auquel le gérant en question a consenti à l'avance. Toutefois, un gérant peut convoquer une réunion spéciale du conseil de gérance par une convocation préalable de deux (2) Jours Ouvrables au minimum adressée aux gérants restants à la suite d'une demande formulée par ledit gérant au président pour convoquer une réunion et à la suite de l'absence d'une telle convocation par le président dans un délai de cinq (5) Jours Ouvrables.

Le conseil de gérance est réputé valablement constitué sans convocation si tous les membres sont présents en personne ou représentés et la tenue de la réunion est approuvée par tous les gérants. Le président décide de l'ordre du jour de la réunion. Toutefois, tout gérant peut soumettre une demande au président du conseil de gérance afin qu'il inclut des points à l'ordre du jour, et ce dernier est tenu de les inclure lorsque une telle demande a été faite pas moins d'un Jour Ouvrable avant la date prévue pour la réunion. Dans ce cas-là, le président ou le secrétaire, sur demande du président, fait immédiatement part de ces nouveaux points inclus à l'agenda aux autres gérants.

Tout gérant qui n'est pas résidant au Royaume-Uni pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou télécopie un autre gérant comme son mandataire.

Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Les réunions de conseil de gérance requièrent une présence en personne.

Toutefois, tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par visioconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. Lorsqu'une réunion du conseil de gérance se tient par ces moyens, la téléconférence ou vidéoconférence doit être initiée et dirigée à partir du Luxembourg. Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si tous les gérants sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion, à l'exception des questions pour lesquelles une majorité plus élevée de pourcentage des votes est requise par la loi ou par tout accord conclu par les Associés de temps à autre.

Le conseil de gérance pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire, à confirmer par écrit, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Toutes les réunions du conseil de gérance ont lieu en anglais.

Art. 22. Le secrétaire du conseil de gérance rédige les procès-verbaux des réunions et fait circuler les copies de celles-ci à chaque membre dans les quinze (15) jours suivant la date de la réunion en question. Les procès-verbaux, une fois approuvés et signés par le président et le secrétaire, constituent le compte-rendu officiel des décisions prises par le conseil de gérance et sont obligatoires. Les procès-verbaux sont rédigés en anglais.

Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président et par le secrétaire.

Art. 23. Sur toute question devant être décidée par le conseil de gérance, chaque gérant dispose d'une voix.

Toutes les décisions ou actions qui ne relèvent pas du champ d'application des Domaines Réservés du Conseil de Gérance, tels que définis ci-dessous, ou pour lesquelles une majorité plus élevée est requise par la loi applicable, sont obligatoires pour tous les Associés de la Société et sont prises par le vote affirmatif de deux (2) gérants quelconques.

Nonobstant ce qui précède, si la Procédure de Blocage est appliquée dans l'hypothèse où un Evènement de Blocage s'est produit, le consentement des gérants qui ont été nommés à partir d'une liste de candidats proposée par Steel sera requis afin de prendre toute décision au sein du conseil de gérance jusqu'à la réalisation de la cession de la Participation de JMF Holding.

Nonobstant le quorum et les majorités de vote énoncés ci-dessus concernant les sujets ordinaires qui doivent être approuvés par le conseil de gérance, le quorum requis pour la constitution valide du conseil de gérance lors de l'examen d'une question relevant des Domaines Réservés du Conseil de Gérance, tels que définis ci-dessous, est de cent pour cent (100%) des gérants, présents ou représentés. De plus, toute résolution du conseil de gérance en rapport avec un Domaine Réserve du Conseil de Gérance (tel que défini ci-dessous) requiert une vote affirmatif de tous les gérants.

Les sujets suivants sont réservés au conseil de gérance de la Société (les «Domaines Réservés du Conseil de Gérance»):

(a) approbation des propositions d'acquisitions de projets ou constitutions ou acquisitions de véhicules d'investissement spécialisés (special purpose vehicles) conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre;

(b) liquidation des filiales et cession des parts sociales représentant le capital social du véhicule d'investissement spécialisé (special purpose vehicle) ou vente des projets (qu'ils soient prévus ou non dans le business plan /les budgets annuels) conformément à tout accord conclu entre les Associés de temps à autre, lorsqu'en vertu de la loi applicable, cette résolution doit être prise par le conseil de gérance (par opposition à l'assemblée générale des Associés);

(c) octroyer des sûretés réelles ou des sûretés personnelles;

(d) modification, suspension ou résiliation d'un Contrat de Consultation et d'un accord avec une autre société pour remplacer la Société de Consultation conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre.

Si aucun accord n'est trouvé par le conseil de gérance de la Société concernant (i) les Domaines Réservés du Conseil de Gérance énoncés au point b) ci-dessus ou (ii) le sujet auquel se réfère le point (b) de l'article 27, lorsqu'il vise le remboursement de l'investissement des Associés (i.e. autre que les résolutions relatives aux fusions et transformations), lorsqu'un tel sujet concerne le SPV Néerlandais, les SPVs, le SPV de Commerce Général ou la Société de Services et est abordé par le conseil de gérance de la Société - et est traité comme s'il s'agissait d'un Domaine Réservé du Conseil de Gérance - en raison de l'impossibilité de recueillir l'unanimité (les sujets visés au point (i) et (ii) ci-dessus sont collectivement désignés comme les «Sujets de Blocage du Conseil de Gérance»), le sujet est renvoyé à l'assemblée générale des Associés, qui se prononce sur ce sujet avec un quorum de présence et une majorité de voix tels que requis pour les résolutions de l'assemblée générale des Associés traitant des Domaines Réservés AGA.

Art. 24. Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

Art. 25. Le ou les gérant(s) ne contractent, à raison de sa(leur) fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui (eux) au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

E. Décisions collectives des Associés

Art. 26. Chaque Associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque Associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

Au moins une assemblée générale des Associés doit être convoquée par le conseil de gérance tous les ans, qui doit être tenue au Luxembourg, dans les délais prévus par la loi pour: (a) discuter des comptes annuels et autres informations requises; (b) approuver (ou adopter, selon le cas) les comptes annuels, la gestion de la Société et la proposition d'affectation des résultats d'une année donnée; et (c) effectuer tout autre chose requise par la loi ou en vertu d'un accord conclu par les Associés de temps à autre.

Art. 27. Les décisions collectives ne sont valablement prises que lorsque les Associés détenant plus de cinquante pour cent (50%) des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société sont présents ou représentés et la décision est adoptée à la majorité simple des droits de vote présents ou représentés lors de l'assemblée générale des Associés concernée, à moins que la loi applicable ou un accord conclu par les Associés de temps à autre n'en disposent autrement. Nonobstant ce qui précède, si la Procédure de Blocage est appliquée dans le cas où un Evènement de Blocage est survenu, le consentement de Steel est requis pour toute décision à prendre au sein de l'assemblée générale des associés jusqu'à la réalisation de la cession de Participation de JMF Holding.

Lorsque l'assemblée générale des Associés examine un sujet relevant des Domaines Réservés AGA, tels que définis ci-dessous, l'assemblée générale des Associés est valablement constituée à condition que tous les Associés, présents ou représentés, y participent.

Les résolutions portant sur les Domaines Réservés AGA, tels que définis ci-dessous, doivent être prises par un vote affirmatif de cent pour cent (100%) des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société.

Les sujets suivants sont réservés à l'assemblée générale des Associés («Domaines Réservés AGA»):

(a) remplacement du conseil de gérance par tout autre système de gouvernance, ainsi que nomination et révocation des gérants et détermination et paiement de tout type de compensation ou de frais, selon le cas;

(b) modification des statuts ou de l'acte de constitution conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre, à l'exception des augmentations ou réductions de capital, qui sont régies par le point (c) ci-dessous;

(c) augmentations et réductions de capital, à l'exception des (i) augmentations de capital pour permettre à Steel d'effectuer un apport de capital conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre; (ii) des augmentations de capitaux libérés par le biais de l'incorporation des bénéfices conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre; et (iii) des augmentations ou réductions de capital requis par les lois de police applicables;

(d) fusion, scission, ou toute autre modification structurelle (transformation, cession complète des actifs et passifs, etc.) y compris, notamment, les modifications structurelles qui visent à repayer l'investissement des Associés, la dissolution, la liquidation ainsi que la relance de la Société;

(e) dans la mesure où la loi applicable autorise l'assemblée générale des Associés, par opposition au conseil de gérance, d'adopter des décisions à ce sujet, la cession des parts sociales représentant le capital d'un SPV ou des Projets de vente (qu'ils soient prévus ou non dans le business plan / les budgets annuels) conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre;

(f) tous les Sujets de Blocage du Conseil de Gérance, pour lesquels le conseil de gérance de la Société n'est pas parvenu à un accord, conformément à l'article 23;

(g) la cession par un Associé de sa Participation et/ou ses droits résultant des ISLs (soit détenus par celui-ci soit par un Affilié conformément à tout accord conclu par les Associés de temps à autre) lorsque la proportion entre la Participation et les droits résultant des ISLs qui sont destinés à être cédés par ledit Associé diffère de la proportion qui serait convenue dans tout accord conclu entre les Associés de temps à autre; et

(h) nomination et révocation du président et du secrétaire du conseil de gérance.

L'impossibilité d'adopter les résolutions relatives aux Domaines Réservés AGA énoncés aux points (d) lorsqu'elles visent à rembourser l'investissement de l'Associé (i.e. autre que les résolutions concernant les fusions et transformations), (e), (f) et (g), chacune étant une «Résolution de Blocage AGA», est assimilée à un Evènement de Blocage à l'issue d'une période de vingt (20) Jours Ouvrables sans parvenir à un accord à ce sujet et sous réserve des dispositions énoncées à l'article 29. La période de négociation susmentionnée court à compter de la date à laquelle l'un quelconque des Associés reçoit en premier l'avis envoyé par l'autre Associé, tel qu'indiqué à l'article 29. Nonobstant ce qui précède, la Procédure de Blocage n'est pas applicable avant la date du 31 juillet 2016 en ce qui concerne tous les Domaines Réservés AGA autre que ceux qui sont visés au point (h) ci-dessus. Dans un souci de clarification, et conformément à l'article 29, la Procédure de Blocage sera appliquée à compter de la date ci-contre concernant les Domaines Réservés AGA visés au point (h) ci-dessus.

Les statuts ne peuvent être modifiés que moyennant le vote affirmatif de cent pour cent (100%) des droits de vote attachés aux parts sociales de la Société.

Les Associés ne peuvent changer la nationalité de la société qu'avec le consentement unanime des Associés.

Art. 28. Les assemblées générales des Associés peuvent également se tenir par téléconférence ou vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant à toutes les personnes y participant de s'entendre mutuellement sans discontinuité et garantissant une participation effective à cette réunion. La participation à une réunion par de tels moyens de communication est réputée s'être tenue au siège social de la Société.

Si la Société a moins de vingt-cinq (25) Associés, l'assemblée générale des Associés peut prendre des décisions par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication. Chaque Associé peut exprimer son consentement séparément, l'ensemble des consentements attestant de l'adoption des décisions. La date de ces décisions sera la date de la dernière signature.

Les procès-verbaux des assemblées générales des Associés, qui doivent être établis et signés en anglais (suivis, par une traduction en une des langues administratives du Luxembourg, lorsque la loi le requiert), peuvent être approuvés par les Associés à la fin de l'assemblée générale des Associés ou sinon dans un délai maximal de quinze (15) Jours Ouvrables à compter de la date de cette assemblée. Une fois les procès-verbaux approuvés, ceux-ci doivent être signés par le secrétaire du conseil de gérance de la Société et contresigné par le président du conseil de gérance de la Société, à l'exception des procès-verbaux de l'assemblée générale des Associés établis devant un notaire.

Art. 29. Si l'assemblée générale des Associés de la Société ne parvient pas à trouver un accord concernant une Résolution de Blocage AGA, chaque Associé a le droit de signifier un avis à l'autre Associé indiquant qu'une situation de blocage s'est produite (un «Evènement de Blocage»). Dans les vingt (20) Jours Ouvrables suivant la date à laquelle un Associé reçoit en premier l'avis susmentionné, les Associés sont tenus de se réunir si nécessaire afin de tenter de parvenir à un accord pour résoudre la situation de blocage.

Si aucun accord n'a été trouvé à l'issue de ces négociations, la procédure suivante s'appliquera:

(1) Chaque Associé a le droit d'invoquer une procédure de blocage en signifiant un avis par écrit à l'autre Associé conformément aux conditions énoncées ci-dessous (l'«Avis de Blocage») (2) Une fois que l'Avis de Blocage a été signifié, la juste valeur de marché de la Participation de JMF Holding sera déterminée (la «JMF Holding FMV») en vertu des règles communes prévues dans tout accord conclu entre les Associés de temps à autre.

(3) Dans les trente (30) Jours Ouvrables suivant la détermination de la JMF Holding FMV, Steel a le droit (mais pas l'obligation) d'acheter la Participation de JMF Holding à un prix égal à celui de JMF Holding FMV.

(4) Si Steel n'exerce pas son droit d'achat de la Participation de JMF Holding, les deux Associés seront alors obligés de procéder à la dissolution et liquidation de la Société et de ses filiales dans les six (6) mois suivant la fin de ladite période de trente (30) Jours Ouvrables.

Nonobstant ce qui précède, la Procédure de Blocage ne s'appliquera pas si la Résolution de Blocage AGA (autre que la Résolution de Blocage AGA visée à l'article 27, paragraphe (g)) fait l'objet d'une discussion lors d'une assemblée générale des Associés avant le 31 juillet 2016. Avant le 31 juillet 2016, si un Evènement de Blocage survient concernant toute Résolution de Blocage AGA, à l'exception de celle visée à l'article 27, paragraphe (g), les Associés géreront la Société comme si le sujet donnant lieu au Blocage n'avait pas fait l'objet de discussion et d'un vote à l'assemblée générale des Associés. Dans un souci de clarification, la Procédure de Blocage s'appliquera à compter de la date ci-contre concernant les Domaines Réservés AGA visés à l'article 27, paragraphe (g) ci-dessus.

F. Année sociale - Bilan - Répartition

Art. 30. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année. Exceptionnellement, le premier exercice social débute au jour de la constitution de la Société et termine le 31 décembre 2014.

Art. 31. Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et dans les vingt-cinq (25) jours suivant la fin de l'exercice social, les gérants préparent le bilan et les comptes de résultat correspondant au dernier exercice social. Tout Associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan. Dans les vingt-sept (27) jours suivant la fin de chaque exercice social, le bilan et les comptes de résultat correspondant au dernier exercice social de la Société doivent être audités. Dans les trente (30) jours suivant la fin de chaque exercice social, le bilan et les comptes de résultats audités doivent être approuvés par l'assemblée générale des Associés. Les comptes annuels de la Société sont (a) rédigés

par le conseil de gérance de la Société; (b) audités; (c) approuvés par l'assemblée générale des Associés de la Société et (d) déposés auprès du registre de commerce et des sociétés conformément à la loi luxembourgeoise.

Art. 32. Sur les bénéfices annuels nets de la Société, cinq pour cent (5%) au moins seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve légale de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

En cas de réduction du capital social, la réserve légale de la société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

Sur proposition du conseil de gérance, l'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices distribuables de la Société conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts et tout accord conclu par les Associés de temps à autre.

G. Dissolution - Liquidation

Art. 33. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par le ou les gérant(s) en fonction, ou par un ou plusieurs liquidateur(s), Associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des Associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

H. Audit - Surveillance

Art. 34. Dans l'hypothèse où, et tant que la Société aura plus de vingt-cinq (25) Associés, les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires. L'assemblée générale des Associés désigne les commissaires et détermine la durée de leurs fonctions.

Un commissaire pourra être révoqué à tout moment, sans préavis et sans motif, par l'assemblée générale des Associés. Le commissaire a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents sur toutes les opérations de la Société.

Si les Associés de la Société désignent un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés conformément à l'article 69 de la loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises, telle que modifiée, la fonction de commissaire sera supprimée.

Le réviseur d'entreprises agréé, effectuée dans les délais prévus à l'article 31, l'audit des comptes annuels de la Société. Cet audit est mené conformément aux standards d'audit généralement acceptés et couvre tous les livres et comptes tenus par la Société ainsi que toutes les transactions et opérations effectuées durant cet exercice social, y compris les registres d'inventaire, avec tous les autres points inclus par coutume dans les audits de bilan et les comptes de résultat ainsi que dans les audits des comptes annuels.

Le réviseur d'entreprises agréé ne pourra être révoqué par l'assemblée générale des Associés que pour juste motif ou avec son accord.

Art. 35. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les Associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 telle qu'elle a été modifiée.

Loi applicable

Art. 36. Toutes les questions qui ne sont pas expressément régies par ces Statuts sont déterminées conformément à la loi applicable et, sous réserve des dispositions de la loi auxquelles on ne peut pas déroger, à tout accord conclu par les Associés de temps à autre.

Septième résolution

Les Associés décident de révoquer Mme Stéphanie Charles conformément à l'article 12 des Statuts. Mme Stéphanie Charles obtiendra quitus pour l'intégralité de l'exercice de son mandat en qualité de gérant de la Société dans le cadre de la prochaine assemblée générale des Associés statuant sur les comptes annuels de la Société.

Les Associés décident de nommer le Nouvel Associé, à savoir KKH Capital Group S.à r.l., une société à responsabilité limitée établie sous les lois de Luxembourg, ayant son siège social au 22, Avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg, Grand-duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 186.988 ayant un capital social de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) en tant que gérant de la Société et de le nommer secrétaire du conseil de gérance, ainsi que de nommer Samuel Kreber, qui est déjà gérant de la Société, comme président du conseil de gérance.

En conséquence de lesdites révocations et nominations, la Société est désormais gérée par un conseil de gérance composé de:

- Samuel Kreber, gérant et président du conseil de gérance;
- Stéphane Bourg, gérant; et
- KKH Capital Group S.à r.l., gérant et secrétaire.

Huitième résolution

Les Associés décident de nommer en qualité de réviseur d'entreprises agréé pour une durée indéterminée:

Ernst & Young, société anonyme, constituée et existant selon les lois de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés du Luxembourg sous le numéro B47771, ayant son siège social à 7 rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Coûts

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison du présent acte, s'élève à approximativement EUR 3.500,-.

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française. Sur la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaut.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux mandataires des parties comparantes, connus du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, lesdits mandataires ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: F. GIBERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 25 juillet 2014. Relation: LAC/2014/35111. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2015092261/1338.

(150103904) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2015.

Lux Capital Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 13, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 146.740.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015094505/9.

(150104328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.

Landia Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 111.775.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire tenue le 15 juin 2015

- M. Lee Ewart MEALING, M. Mark Wilson LE TISSIER et M. Ryan DEKKER, actuels Administrateurs de LANDIA INVEST S.A. sont remplacés avec effet au 17 juin 2015 par:

* CFG ADMINISTRATION S.A., Société Panaméenne enregistrée au registre de Panama sous le numéro 543.174 et ayant son siège social à Calle Aquilino de la Guardia 8, 3245 Panama, Panama.

CFG ADMINISTRATION S.A. sera représentée par M. Jacques RECKINGER, né à Luxembourg le 14 Mars 1965 et résident professionnellement au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

* CFG MANAGEMENT S.A. Société Panaméenne enregistrée au registre de Panama sous le numéro 796.488, ayant son siège social à Calle Aquilino de la Guardia 8, 3245 Panama, Panama.

CFG Management S.A. sera représentée par M. Henri REITER, né à Luxembourg le 30 avril 1962 et résidant professionnellement au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

* CFG OVERSEAS S.A. Société Panaméenne enregistrée au registre de Panama sous le numéro 796.506, ayant son siège social à Calle Aquilino de la Guardia 8, 3245 Panama, Panama.

CFG Overseas S.A. sera représentée par M. Claudio TOMASSINI, né à Esch-sur-Alzette, Luxembourg, le 31 octobre 1957 et résident professionnellement au 40, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg

Leurs mandats viendront à échéance à l'Assemblée Générale devant se tenir en 2020.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015094512/24.

(150104507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 juin 2015.
